

N° 123

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020

Enregistré à la Présidence du Sénat le 14 novembre 2019

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des finances (1) sur le projet de loi de finances rectificative,
adopté par l'Assemblée nationale, pour 2019,*

Par M. Albéric de MONTGOLFIER,

Rapporteur général,

Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Vincent Éblé, *président* ; M. Albéric de Montgolfier, *rapporteur général* ; MM. Éric Bocquet, Emmanuel Capus, Yvon Collin, Bernard Delcros, Philippe Dominati, Charles Guené, Jean-François Husson, Mme Christine Lavarde, MM. Georges Patient, Claude Raynal, *vice-présidents* ; M. Thierry Carcenac, Mme Nathalie Goulet, MM. Alain Joyandet, Marc Laménie, *secrétaires* ; MM. Philippe Adnot, Julien Bargeton, Jérôme Bascher, Arnaud Bazin, Jean Bizet, Yannick Botrel, Michel Canevet, Vincent Capo-Canellas, Philippe Dallier, Vincent Delahaye, Mme Frédérique Espagnac, MM. Rémi Féraud, Jean-Marc Gabouty, Jacques Genest, Alain Houpert, Éric Jeansannetas, Patrice Joly, Roger Karoutchi, Bernard Lalande, Nuihau Laurey, Antoine Lefèvre, Dominique de Legge, Gérard Longuet, Victorin Lurel, Sébastien Meurant, Claude Nougein, Didier Rambaud, Jean-François Rapin, Jean-Claude Requier, Pascal Savoldelli, Mmes Sophie Taillé-Polian, Sylvie Vermeillet, M. Jean Pierre Vogel.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (15^{ème} législ.) : 2400, 2404 et T.A. 347

Sénat : 121 et 123 (2019-2020)

SOMMAIRE

Pages

EXPOSÉ GÉNÉRAL

PREMIÈRE PARTIE L'EXERCICE 2019 DANS LA TRAJECTOIRE PLURIANNUELLE DES FINANCES PUBLIQUES

| | |
|--|-----------|
| I. UN SCÉNARIO DE CROISSANCE INCHANGÉ QUI DEMEURE LÉGÈREMENT OPTIMISTE | 7 |
| A. LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE TABLER SUR UNE CROISSANCE DE 1,4 % EN 2019, SOIT UN NIVEAU LÉGÈREMENT SUPÉRIEUR AU CONSENSUS | 7 |
| B. LA CROISSANCE DEVRAIT PLUTÔT S'ÉTABLIR À 1,3 % AU REGARD DES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS CONJONCTURELS..... | 8 |
| II. LES OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT SONT MAINTENUS ET PARAISSENT ATTEIGNABLES | 11 |
| A. LES OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT NE SONT PAS MODIFIÉS PAR RAPPORT AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020..... | 11 |
| B. TOUJOURS AUSSI PEU AMBITIEUX, ILS DEVRAIENT POUVOIR ÊTRE ATTEINTS | 13 |

DEUXIÈME PARTIE LE BUDGET DE L'ÉTAT

| | |
|---|-----------|
| I. LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE CONFIRME L'AGGRAVATION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN 2019 | 15 |
| A. LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN 2019 EST LE PLUS ÉLEVÉ DEPUIS 2011 | 15 |
| B. LA PRÉVISION DE DÉFICIT A ÉVOLUÉ DE MANIÈRE INHABITUELLE DEPUIS LE VOTE DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2019..... | 15 |
| II. LES RECETTES SONT DÉSORMAIS ESTIMÉES À UN NIVEAU SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ..... | 17 |
| A. LA FISCALITÉ DE L'ÉNERGIE ET CELLE DU PATRIMOINE CONTRIBUENT FAVORABLEMENT AU SOLDE BUDGÉTAIRE PAR RAPPORT À L'ESTIMATION PRÉSENTÉE EN SEPTEMBRE DERNIER | 17 |
| B. LES RECETTES NON FISCALES SONT ESTIMÉES DANS L'ENSEMBLE AU MÊME NIVEAU..... | 18 |
| C. LE SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX DIMINUE SIGNIFICATIVEMENT PAR RAPPORT À L'ESTIMATION RÉVISÉE..... | 18 |

| | |
|---|-----------|
| III. LES DÉPENSES DES MINISTÈRES RESTENT DYNAMIQUES | 19 |
| A. LES DÉPENSES DES MINISTÈRES ENTRAÎNENT DES OUVERTURES ET DES ANNULATIONS DE CRÉDIT SIGNIFICATIVES | 19 |
| 1. <i>Les remboursements et dégrèvements et les conséquences des mouvements sociaux ont requis des crédits plus élevés que prévu en loi de finances initiale.....</i> | <i>21</i> |
| 2. <i>Les annulations de crédit, hors charge de la dette et remboursements et dégrèvements, portent principalement sur les crédits mis en réserve</i> | <i>22</i> |
| 3. <i>Les crédits des investissements d'avenir prévus en 2017 sont en partie utilisés pour financer des projets nouveaux</i> | <i>24</i> |
| 4. <i>Au total, les dépenses ne sont qu'en apparence inférieures d'un milliard d'euros à la norme de dépenses pilotables.....</i> | <i>24</i> |
| B. LES EMPLOIS DE L'ÉTAT ET DE SES OPÉRATEURS SONT DANS L'ENSEMBLE PROCHES DE CEUX VOTÉS EN LOI DE FINANCES INITIALE | 25 |

EXAMEN DES ARTICLES

| | |
|--|-----------|
| • ARTICLE LIMINAIRE Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2019 | 27 |
|--|-----------|

PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES

| | |
|---|-----------|
| • ARTICLE 1^{er} Ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public | 28 |
| • ARTICLE 2 (Article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006) Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » | 32 |
| • ARTICLE 3 (Art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015) Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique » | 39 |

TITRE II DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

| | |
|--|-----------|
| • ARTICLE 4 Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois | 43 |
|--|-----------|

**SECONDE PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE PREMIER
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019
CRÉDITS DES MISSIONS**

- *ARTICLE 5* **Budget général : ouvertures et annulations de crédits**45
- *ARTICLE 6* **Budgets annexes : annulations de crédits**47
- *ARTICLE 7* **Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits**49

**TITRE II
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

- *ARTICLE 8* **Plafonds des autorisations d'emplois de l'État**51
- *ARTICLE 9* **Plafonds des emplois des opérateurs de l'État**52

EXAMEN EN COMMISSION53

TABLEAU COMPARATIF55

EXPOSÉ GÉNÉRAL

PREMIÈRE PARTIE L'EXERCICE 2019 DANS LA TRAJECTOIRE PLURIANNUELLE DES FINANCES PUBLIQUES

I. UN SCÉNARIO DE CROISSANCE INCHANGÉ QUI DEMEURE LÉGÈREMENT OPTIMISTE

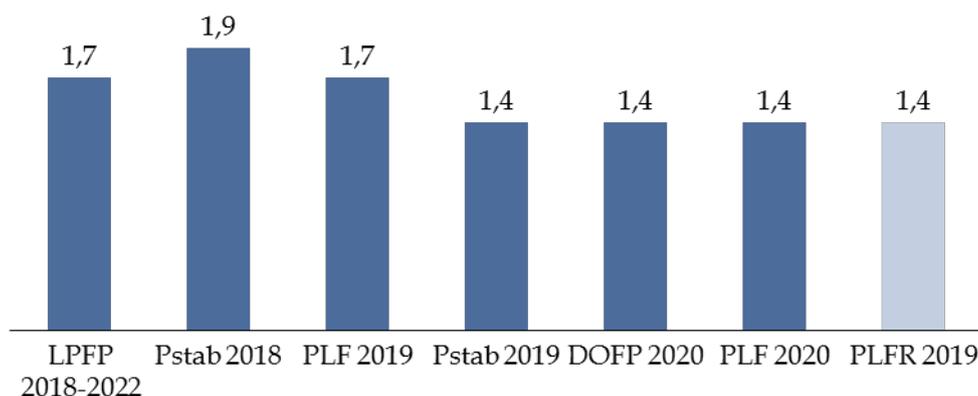
A. LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE TABLER SUR UNE CROISSANCE DE 1,4 % EN 2019, SOIT UN NIVEAU LÉGÈREMENT SUPÉRIEUR AU CONSENSUS

Le scénario macroéconomique sous-jacent au présent projet de loi de finances rectificative pour 2019 est **inchangé** par rapport au projet de loi de finances pour 2020.

Le Gouvernement continue de faire l'hypothèse d'une croissance du produit intérieur brut (PIB) de **1,4 %** à l'issue de l'exercice.

Évolution de l'hypothèse gouvernementale de croissance du PIB pour l'année 2019

(taux d'évolution en volume)

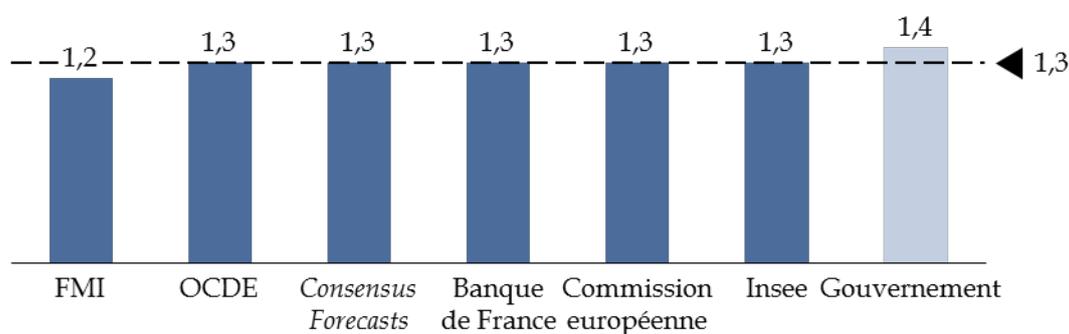


Source : commission des finances du Sénat (d'après les documents budgétaires)

Cette hypothèse se situe toujours légèrement au-dessus de l'ensemble des prévisions disponibles - la Commission européenne ayant maintenu son estimation (1,3 %) dans le cadre de ses prévisions d'automne.

Comparaison des prévisions de croissance pour l'année 2019

(taux d'évolution du PIB en volume)



Source : commission des finances du Sénat (d'après : FMI, Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2019 ; Insee, note de conjoncture de juin 2019 ; Commission européenne, prévisions d'automne 2019 ; Banque de France, projections macroéconomiques pour la France de septembre 2019 ; OCDE, prévisions intermédiaires de septembre 2019 ; Consensus forecasts d'octobre 2019)

B. LA CROISSANCE DEVRAIT PLUTÔT S'ÉTABLIR À 1,3 % AU REGARD DES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS CONJONCTURELS

Ainsi que cela a déjà été rappelé dans le cadre de l'examen du scénario macroéconomique sous-jacent au projet de loi de finances pour 2020¹, l'hypothèse gouvernementale apparaît **légèrement surévaluée au regard des derniers développements conjoncturels**.

En effet, elle supposerait pour être atteinte un rythme de croissance supérieur à 0,5 % au quatrième trimestre.

Niveau de la croissance annuelle 2019 en fonction du taux de croissance au dernier trimestre

(taux d'évolution du PIB en volume)

| Hypothèse de croissance au T4 | Croissance annuelle 2019 |
|-------------------------------|--------------------------|
| 0,0 | 1,2 |
| 0,1 | 1,2 |
| 0,2 | 1,3 |
| 0,3 | 1,3 |
| 0,4 | 1,3 |
| 0,5 | 1,3 |
| 0,6 | 1,4 |

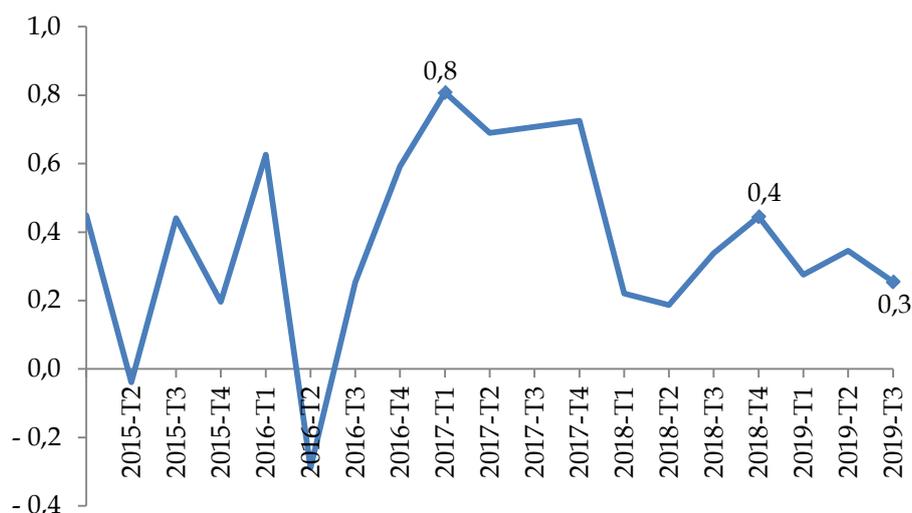
Source : commission des finances du Sénat (calculs réalisés à partir des comptes nationaux trimestriels au 3^{ème} trimestre 2019 publiés par l'Insee)

¹ Rapport général d'Albéric de Montgolfier relatif au projet de loi de finances pour 2020 (tome 1), fait au nom de la commission des finances et déposé en novembre 2019.

Or, la croissance de trimestre à trimestre **varie autour de 0,3 % depuis le début de l'année** (0,28 % au premier trimestre, 0,34 % au deuxième trimestre et 0,26 % au troisième trimestre).

Croissance de trimestre à trimestre

(taux d'évolution du PIB en volume)



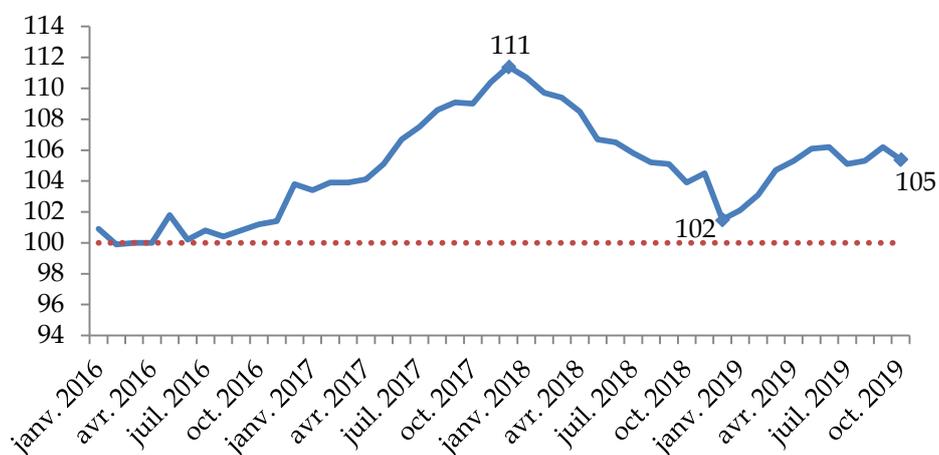
Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Une soudaine accélération de l'économie française paraît peu probable, compte tenu de l'**orientation des enquêtes de conjoncture**.

L'indicateur du **climat des affaires** a ainsi **légèrement fléchi** en octobre (- 0,1 point).

Indicateur du climat des affaires en France

(indicateur normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)

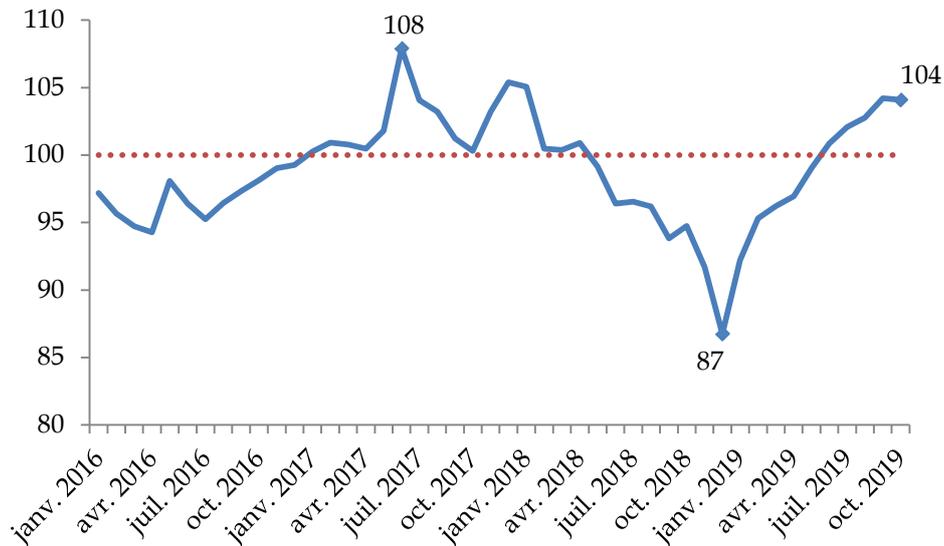


Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Après s'être redressé tout au long de l'année, l'indicateur de **confiance des ménages** est pour sa part resté **stable** en octobre.

Indicateur synthétique de confiance des ménages en France

(indicateur normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Dans ce contexte, le Haut Conseil des finances publiques considère dans son avis que « *la prévision de croissance, légèrement supérieur à la plupart des prévisions disponibles, reste atteignable* »¹.

Les enjeux sont en tout état de cause modestes pour les finances publiques, dans la mesure où une croissance inférieure de 0,1 point à la prévision se traduit en moyenne par une augmentation du déficit public de seulement **0,06 point de PIB**².

¹ Haut Conseil des finances publiques, Avis n° HCFP-2019-4 relatif au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019, p. 1.

² Ce résultat correspond à la valeur de semi-élasticité budgétaire retenue par la Commission européenne, calculé à partir de l'estimation économétrique de l'élasticité individuelle des recettes et dépenses sensibles à la conjoncture et de leur poids moyen dans le PIB. Intuitivement, il s'explique par le fait que les postes sensibles à la conjoncture représentent un peu plus de la moitié du PIB.

II. LES OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT SONT MAINTENUS ET PARAISSENT ATTEIGNABLES

A. LES OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT NE SONT PAS MODIFIÉS PAR RAPPORT AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020

Sur le plan budgétaire, **les grands objectifs gouvernementaux ne sont pas modifiés** par rapport au projet de loi de finances pour 2020 : le Gouvernement continue ainsi de faire l'hypothèse d'une amélioration de 0,1 point de PIB du **solde structurel**, tandis que le **solde effectif** se dégraderait de 0,6 point sous l'effet du surcoût temporaire lié à la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce dernier s'établirait à - 73,8 milliards d'euros, contre - 73,9 milliards d'euros dans le cadre du projet de loi de finances pour 2020.

Tableau de synthèse de l'article liminaire

(en points de PIB)

| | Exécution 2018 | Prévision 2019 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Solde structurel (1) | - 2,3 | - 2,2 |
| Solde conjoncturel (2) | 0,0 | - 0,0 |
| Mesures exceptionnelles (3) | - 0,2 | - 0,9 |
| Solde effectif (1 + 2 + 3) | - 2,5 | - 3,1 |

Source : article liminaire du projet de loi de finances rectificative pour 2019

La décomposition de l'ajustement structurel fait toutefois apparaître une **légère évolution** par rapport au projet de loi de finances pour 2020.

Décomposition de l'ajustement structurel 2019

(en points de PIB potentiel)

| | PLF 2020 | PLFR 2019 |
|---|------------|------------|
| Ajustement structurel | 0,1 | 0,1 |
| Effort structurel | 0,1 | 0,0 |
| <i>dont mesures nouvelles portant sur les prélèvements obligatoires (*)</i> | - 0,3 | - 0,3 |
| <i>dont effort en dépense</i> | 0,3 | 0,3 |
| <i>dont clé en crédits d'impôts</i> | 0,1 | 0,1 |
| Composante non discrétionnaire | 0,0 | 0,1 |

(*) nettes des crédits d'impôt et hors mesures exceptionnelles et temporaires

Note méthodologique : l'écart entre l'effort structurel et la somme de ses composantes s'explique par l'arrondi au dixième des différentes valeurs.

Source : commission des finances du Sénat (d'après l'avis du Haut Conseil des finances publiques n° HCFP-2019-4 relatif au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019)

Aussi minime soit-il, **l'ajustement structurel ne serait plus porté par un effort structurel de redressement des comptes publics**, finalement nul sur l'exercice, mais par la composante non discrétionnaire du solde structurel qui, comme son nom l'indique, ne dépend pas de l'action gouvernementale. Autrement dit, **des recettes plus fortes qu'escompté devraient venir compenser un léger dérapage des dépenses.**

Du solde public effectif à l'effort structurel

Le **solde structurel** correspond au solde public effectif corrigé de l'impact des **mesures exceptionnelles et temporaires** et de **l'effet du cycle économique** – ce dernier étant appréhendé en calculant le déficit qui aurait été observé si l'écart de production avait été ramené à zéro, compte tenu de la sensibilité des recettes et des dépenses à la croissance.

L'**ajustement structurel** correspond à l'évolution du solde structurel d'une année sur l'autre. Un ajustement structurel de 0,5 point signifie ainsi que le déficit structurel a été réduit de 0,5 point de PIB.

Le concept d'**effort structurel** a pour objectif de mieux appréhender la part de l'évolution du solde structurel **réellement imputable au Gouvernement.**

En effet, par construction, le solde structurel est conçu comme un résidu entre le solde effectif et sa part conjoncturelle, de sorte que tous les éléments qui ne figurent pas explicitement dans le solde conjoncturel sont considérés comme étant de nature structurelle. En particulier, le solde structurel ne permet pas d'exclure les incidences de **l'évolution de l'élasticité des prélèvements obligatoires**, pourtant sensible aux évolutions conjoncturelles et qui échappe au contrôle du Gouvernement.

Traditionnellement, l'effort structurel se décomposait en deux facteurs :

- **l'effort structurel en dépense**, qui mesure l'écart entre la progression de la dépense publique et la croissance potentielle : il correspond ainsi à l'évolution structurelle de la part de la dépense publique dans la richesse nationale ;

- **l'effort structurel en recettes**, qui correspond aux mesures nouvelles portant sur les prélèvements obligatoires perçus par l'ensemble des administrations publiques, hors mesures ponctuelles et temporaires.

La différence entre l'effort et l'ajustement structurels provenait dès lors de deux origines :

- d'une part, la « **composante non discrétionnaire** », qui regroupe les effets liés aux fluctuations des élasticités des différents prélèvements obligatoires et la contribution de l'évolution des recettes hors prélèvements obligatoires ;

- d'autre part, la « **clé en crédits d'impôts** » : en effet, le coût en comptabilité nationale des crédits d'impôt remboursables tels que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le crédit d'impôt recherche (CIR) correspond à la créance acquise, tandis que leur coût mesuré au sens de l'effort en recettes correspond au montant budgétaire effectivement restitué ou imputé. La clé en crédits d'impôts permet ainsi de prendre en compte l'écart entre ces deux mesures dans la décomposition de l'ajustement structurel.

Depuis la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, la clé en crédits d'impôts est désormais incluse dans la mesure de l'effort structurel.

Source : rapport n° 625 (2018-2019) relatif au projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 (tome 1) d'Albéric de Montgolfier, rapporteur général, fait au nom de la commission des finances et déposé le 3 juillet 2019, p. 17

L'effort structurel primaire – qui permet de neutraliser la variation du poids de la charge de la dette dans le calcul de l'effort structurel, dès lors que celle-ci n'est pas imputable à la politique gouvernementale – serait même **négatif** (- 0,2 point).

Le constat d'une absence de redressement de la situation structurelle des comptes publics s'en trouve ainsi conforté.

B. TOUJOURS AUSSI PEU AMBITIEUX, ILS DEVRAIENT POUVOIR ÊTRE ATTEINTS

Bien que la trajectoire de redressement des comptes publics reste toujours aussi peu ambitieuse, **elle devrait au moins pouvoir être respectée à l'issue de l'exercice 2019.**

Dans son avis, le HCFP estime ainsi que « *les prévisions de recettes, de dépenses et de solde pour 2019 de l'ensemble des administrations publiques sont plausibles au regard des informations portées à sa connaissance* ».

Si les prévisions de dépense et de recettes de l'État font l'objet d'une analyse détaillée ci-après, il peut être souligné que **les prévisions portant sur les dépenses des administrations publiques locales pourraient être dépassées**, au regard des remontées comptables infra-annuelles.

Remontées comptables infra-annuelles sur les dépenses des collectivités locales

(taux d'évolution 2018-2019 en pourcentage)

| | Budgets primitifs | Prévision sous-jacente au PLF 2020 | Remontées à fin septembre** |
|-----------------------------|--------------------------|---|------------------------------------|
| Dépenses d'investissement | 8,1 | 8,1 | 15,3 |
| Dépenses de fonctionnement* | 1,7 | 1,5 | 1,9 |

* dépenses de fonctionnement à champ courant, non retraitées des dépenses exclues du champ de la contractualisation

** évolution constatée sur janvier-septembre 2019 par rapport à janvier-septembre 2018

Source : commission des finances du Sénat (d'après les réponses au questionnaire adressé au Gouvernement)

Le Gouvernement souligne toutefois que **ce risque doit être nuancé** « *au regard du caractère incomplet et volatile des informations comptables disponibles à ce stade de l'année – les dépenses d'investissement enregistrées entre janvier et fin septembre ne représentent que 60 % du total des dépenses d'investissement constatées sur l'année* ». En outre, les recettes attendues au titre des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) seraient porteuses d'un « **aléa à la hausse** » par rapport à la prévision sous-jacente au projet de loi de finances pour 2020.

S'agissant des administrations de sécurité sociale, les dernières remontées comptables **ne font pas état d'un risque de dépassement.**

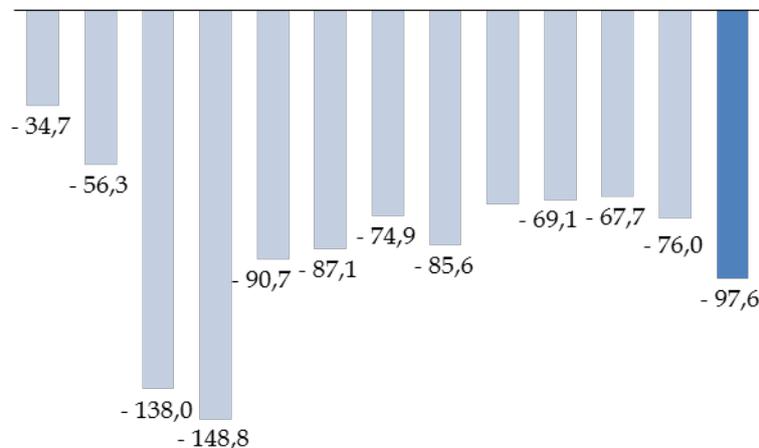
DEUXIÈME PARTIE LE BUDGET DE L'ÉTAT

I. LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE CONFIRME L'AGGRAVATION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN 2019

A. LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN 2019 EST LE PLUS ÉLEVÉ DEPUIS 2011

Le **déficit budgétaire de l'État** s'établirait en 2019, selon le présent projet de loi de finances rectificative, à un niveau de **97,6 milliards d'euros**, en dégradation de 21,6 milliards d'euros par rapport à 2018. Un tel niveau de déficit n'a pas été atteint depuis les années 2009 et 2010, marquées par les dépenses exceptionnelles de relance liées à la crise financière de 2008. Ce déficit se place toutefois dans la continuité des années récentes : au cours de six des onze dernières années, l'État a connu un déficit budgétaire supérieur à 85 milliards d'euros.

Évolution du déficit budgétaire de l'État de 2007 à 2019
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

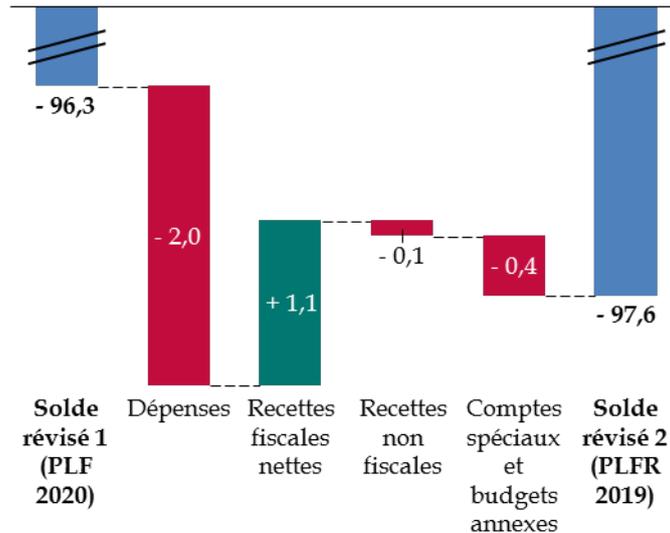
B. LA PRÉVISION DE DÉFICIT A ÉVOLUÉ DE MANIÈRE INHABITUELLE DEPUIS LE VOTE DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2019

Le déficit présenté dans le présent projet de loi de finances rectificative est inférieur de 10,0 milliards d'euros à celui voté en loi de finances initiale, qui s'élevait à **107,7 milliards d'euros**.

Il se dégrade également de 1,3 milliard d'euros par rapport à l'évaluation révisée de 96,3 milliards d'euros présentée dans le projet de loi de finances pour 2020, actuellement examiné par le Parlement.

Décomposition de l'évolution du déficit budgétaire de l'État en 2019

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Votre rapporteur général se limitera à présenter les déterminants de la différence entre l'évaluation révisée de septembre 2019 et celle présentée dans le cadre du présent projet de loi de finances rectificative¹.

La dégradation du solde résulte, s'agissant des recettes, d'évolutions sur les estimations du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et de la fiscalité du patrimoine, et, s'agissant des dépenses, d'ouvertures et d'annulations de crédit d'un niveau élevé. Ces évolutions sont présentées plus en détail *infra*.

¹ Il présente les déterminants de la révision du déficit survenue en septembre 2019 dans le tome 1 de son rapport sur le projet de loi de finances pour 2020.

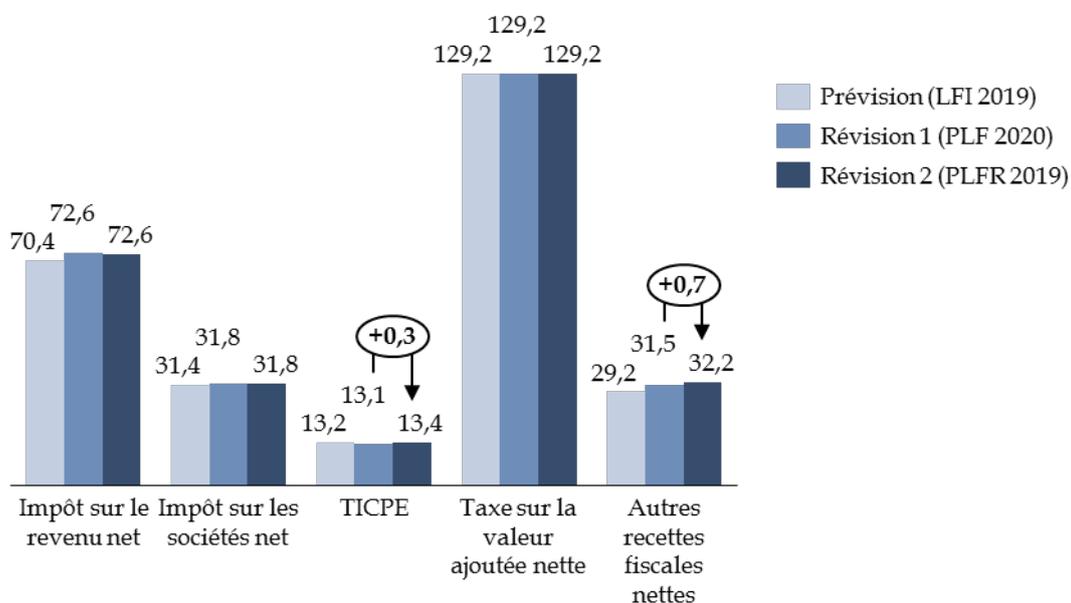
II. LES RECETTES SONT DÉSORMAIS ESTIMÉES À UN NIVEAU SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ

A. LA FISCALITÉ DE L'ÉNERGIE ET CELLE DU PATRIMOINE CONTRIBUENT FAVORABLEMENT AU SOLDE BUDGÉTAIRE PAR RAPPORT À L'ESTIMATION PRÉSENTÉE EN SEPTEMBRE DERNIER

S'agissant des recettes fiscales, **les estimations relatives au produit des grands impôts n'évoluent pas significativement** par rapport à celles présentées dans le projet de loi de finances pour 2020.

Évolution des recettes fiscales nettes des grands impôts en 2019

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, à partir du projet de loi de finances rectificative pour 2019

En revanche, le produit de la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** (TICPE) est estimé à 13,4 milliards d'euros, contre 13,1 milliards d'euros en septembre, en raison de la diminution de la subvention d'équilibre au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ».

L'article 3 du présent projet de loi de finances rectificative prévoit en effet de diminuer de 529,6 millions d'euros le montant de la fraction de TICPE affecté à ce compte d'affectation spéciale afin de l'adapter à la prévision actualisée des dépenses, elle-même fixée par une délibération de la commission de régulation de l'énergie. L'augmentation du prix de marché de l'électricité diminue en effet la compensation que l'État doit verser aux opérateurs pour l'accomplissement de charges de service public.

Votre rapporteur général constate que, comme l’an dernier, **la part de TICPE revenant au budget général s’accroît**, et souligne une nouvelle fois que cela ne peut que nuire à la visibilité et à l’acceptabilité de la fiscalité environnementale.

Les **autres recettes fiscales nettes** sont estimées à 32,2 milliards d’euros, contre 31,5 milliards d’euros en septembre. Cette différence de 0,7 milliard d’euros correspond à plusieurs réévaluations concernant la fiscalité du patrimoine.

En particulier, les retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes sont estimés, au vu des encaissements enregistrés à la fin du mois de septembre, à un niveau de 4,9 milliards d’euros, contre 4,2 milliards d’euros en loi de finances initiale et 4,5 milliards d’euros dans l’estimation révisée présentée avec le projet de loi de finances pour 2020.

Les révisions à la hausse concernent également le produit de l’impôt sur la fortune immobilière (+ 0,1 milliard d’euros), des donations (+ 0,2 milliard d’euros) et des successions (+ 0,1 milliard d’euros).

B. LES RECETTES NON FISCALES SONT ESTIMÉES DANS L’ENSEMBLE AU MÊME NIVEAU

S’agissant des **recettes non fiscales**, elles s’établiraient à 14,4 milliards d’euros, soit un niveau très proche de celui de 14,5 milliards d’euros présenté avec le projet de loi de finances pour 2020.

Le principal mouvement est une réduction de la contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l’impôt sur les sociétés ainsi que de son dividende, dont l’acompte est calculé à partir des résultats définitifs du premier semestre (- 0,2 milliard d’euros).

C. LE SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX DIMINUE SIGNIFICATIVEMENT PAR RAPPORT À L’ESTIMATION RÉVISÉE

Le **solde des comptes spéciaux** serait **positif de 1,8 milliard d’euros** en 2019, **contre 2,2 milliards d’euros** dans l’estimation révisée présentée avec le projet de loi de finances pour 2020.

D’une part, les **décaissements** sont plus élevés que prévu sur le compte d’affectation spéciale « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** », dont le solde augmente de 0,4 milliard d’euros.

Pour mémoire, les États membres de l’Eurogroupe reversent chaque année à la Grèce des profits tirés par les banques centrales nationales au titre des obligations grecques qu’elles détiennent. Ces versements, retracés pour la France dans ce compte d’affectation spéciale, sont liés au respect, par

l'État grec, de ses engagements dans le cadre du programme d'assistance financière.

D'autre part, le **solde des comptes de concours financiers** « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Avances aux collectivités territoriales » diminue respectivement de 0,4 milliard d'euros et 0,2 milliard d'euros. Les avances à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune (PAC), retracées dans le premier de ces comptes, font ainsi l'objet d'une annulation de crédits de 468,7 millions d'euros, en autorisations d'engagements et en crédits de paiement, que le présent projet de loi de finances rectificative explique par des remboursements d'aides de la PAC par l'Union européenne plus rapides qu'attendu.

III. LES DÉPENSES DES MINISTÈRES RESTENT DYNAMIQUES

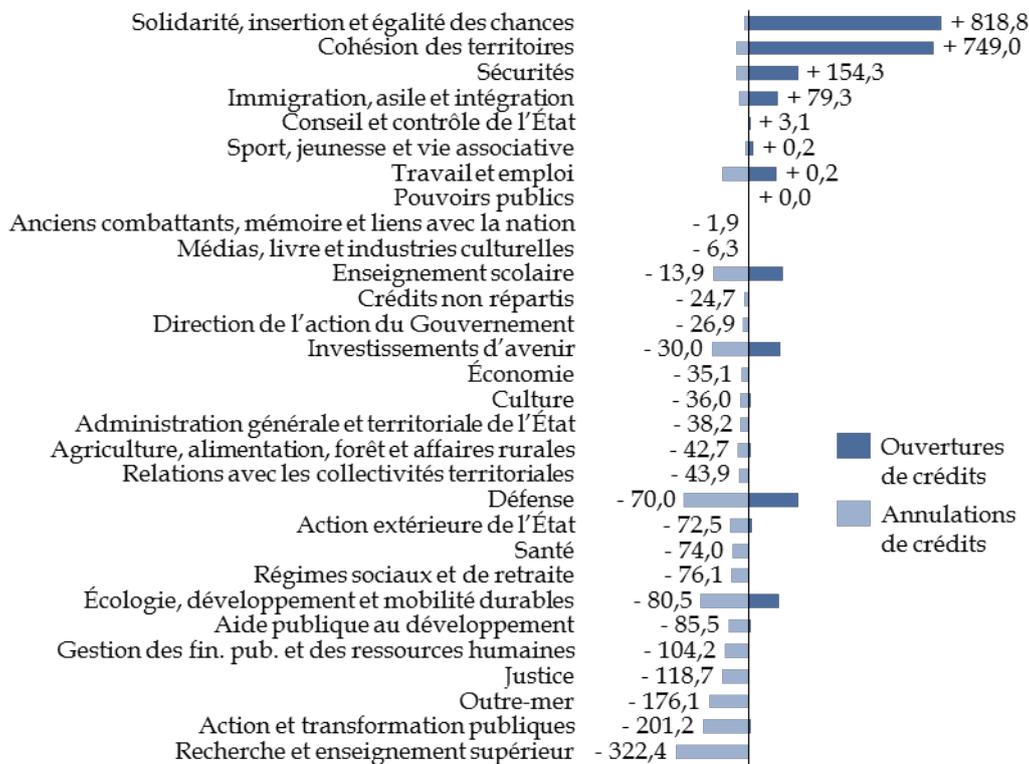
Depuis 2018, le projet de loi de finances rectificative est déposé en vue d'une publication au début du mois de décembre, contre une publication à la fin du mois de décembre précédemment. Il n'est donc plus nécessaire au Gouvernement, sauf événement exceptionnel concernant l'exécution du budget, de présenter un décret d'avance. Le schéma de fin de gestion, c'est-à-dire les annulations et ouvertures de crédits à mettre en œuvre en fin d'année, est donc entièrement compris dans la loi de finances rectificative.

A. LES DÉPENSES DES MINISTÈRES ENTRAÎNENT DES OUVERTURES ET DES ANNULATIONS DE CRÉDIT SIGNIFICATIVES

Les évolutions des crédits des missions sont significatives. Les ouvertures de crédit résultent notamment des mesures d'urgence de décembre 2018 et du retard pris par la réforme du mode de versement des aides au logement, tandis que les annulations de crédit portent en majorité sur les crédits mis en réserve.

Les ouvertures et annulations de crédits de paiement sur les missions

(en millions d'euros)



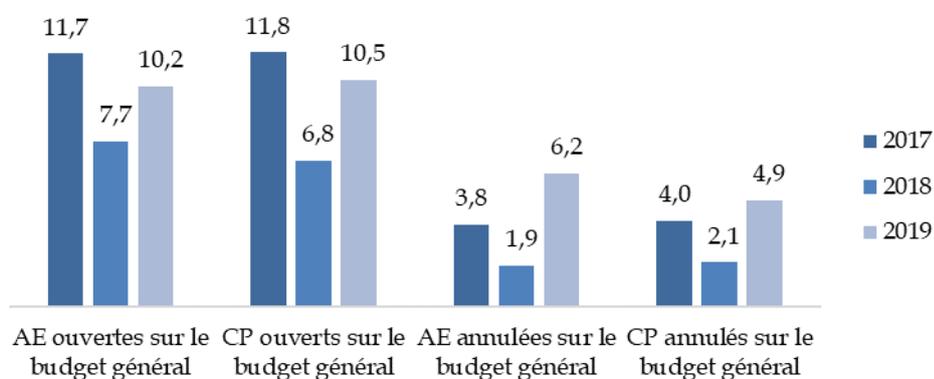
Lecture : Le solde entre les ouvertures et les annulations de crédits est de + 818,8 millions d'euros sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » et de - 13,9 millions d'euros sur la mission « Enseignement scolaire ».

Source : commission des finances du Sénat, à partir du projet de loi de finances rectificative pour 2019

Au total, malgré l'absence de décret d'avance pour la deuxième année consécutive, **les ouvertures de crédits sur le budget général sont proches du niveau atteint en 2017**, année dont l'exécution budgétaire avait été particulièrement heurtée, nécessitant la prise de deux décrets d'avance.

Ouvertures et annulations de crédits de 2017 à 2019

(en milliards d'euros)



AE : autorisations d'engagement. CP : crédits de paiement.

Source : commission des finances du Sénat, à partir des projets de loi de finances rectificative et décrets d'avance de 2017 à 2019

1. Les remboursements et dégrèvements et les conséquences des mouvements sociaux ont requis des crédits plus élevés que prévu en loi de finances initiale

Le montant total des ouvertures de crédit est de **10,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement** et de **10,5 milliards d'euros en crédits de paiement**.

Une **importante ouverture de crédits** concerne la mission « **Remboursements et dégrèvements** », à hauteur de 7,7 milliards d'euros, au titre des impôts d'État. Selon le projet de loi de finances rectificative, cette ouverture résulte d'une révision à la hausse des prévisions de remboursements et dégrèvements portant sur la TVA (+ 3,4 milliards d'euros) et sur l'impôt sur les sociétés (+ 3,0 milliards d'euros).

Votre rapporteur général s'étonne aussi bien de la **croissance, année après année, du montant des remboursements et dégrèvements** que de **l'évolution de leur estimation** en cours d'année. Pour mémoire, les ouvertures de crédits en lois de finances rectificatives sur les remboursements et dégrèvements d'impôts d'État se sont élevées à un montant compris entre 4,5 à 4,7 milliards d'euros lors de chacune des années 2016 à 2018.

Les autres motifs importants d'ouvertures de crédits sont l'impact plus élevé que prévu des mesures d'urgence prises en décembre 2018 et les difficultés de mise en place de la réforme du versement des aides au logement.

La mission « **Solidarité, insertion et égalité des chances** » connaît ainsi une ouverture de crédits de 838,6 millions d'euros en raison d'une montée en puissance plus élevée que prévu de la revalorisation de la prime d'activité, liée à l'augmentation du champ des bénéficiaires potentiels mais aussi à celle du taux de recours effectif. Selon un rapport remis au Parlement par le Gouvernement en juillet 2019, le nombre de foyers allocataires supplémentaires liés à la réforme est ainsi estimé à 1 250 000, dont 700 000 étaient déjà éligibles à la prime d'activité avant la réforme et 550 000 le sont devenus avec la réforme.

Une ouverture de crédits de 627,0 millions d'euros est également nécessaire sur la mission « **Cohésion des territoires** ». En effet, le projet de versement en quasi-temps réel (« contemporanéisation ») des aides au logement, qui devait être mis en place courant 2019, a été reporté pour des raisons techniques au 1^{er} janvier 2020, de sorte que les économies attendues de cette réforme, de 1,4 milliard d'euros environ en année pleine, ne peuvent être perçues au titre de l'année en cours. La même mission fait l'objet d'une ouverture de crédits de 178,2 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence afin, notamment, de pérenniser 6 000 places de renforts hivernaux.

Les autres ouvertures de crédits correspondent à des budgétisations insuffisantes déjà constatées au cours des années précédentes.

Sur la mission « **Défense** », 214,2 millions d'euros sont ouverts en crédits de paiement sur les crédits hors masse salariale afin de couvrir les surcoûts non provisionnés des opérations extérieures (OPEX) et des missions intérieures (MISSINT) assurées par les armées. Même moins élevées que par le passé (l'ouverture de crédits avait été de 404,2 millions d'euros dans la loi de finances rectificative pour 2018), ces **nouvelles sous-budgétisations sont regrettables..**

S'agissant de la mission « **Sécurités** », la mobilisation importante des forces de sécurité au cours des mouvements sociaux ainsi que pour l'organisation du sommet du G7 entraîne une ouverture de crédits de 211,4 millions d'euros sur les dépenses de personnel.

Enfin, la mission « **Immigration** » souffre une nouvelle fois de l'insuffisante anticipation des besoins en matière d'asile, avec une ouverture de crédits de 126,2 millions d'euros.

2. Les annulations de crédit, hors charge de la dette et remboursements et dégrèvements, portent principalement sur les crédits mis en réserve

Le montant total des annulations de crédit est de **6,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement** et de **4,9 milliards d'euros en crédits de paiement.**

Les annulations portent en premier lieu, à hauteur de 1,7 milliard d'euros, sur le programme « **Charge de la dette** » de la mission « Engagements financiers de l'État ». Cette annulation de crédits était prévisible, car la prévision du niveau des taux sous-jacente au projet de loi de finances pour 2019 était particulièrement conservatrice, comme l'avait fait alors observer votre rapporteur général¹.

Une autre annulation de 592 millions d'euros porte sur les **remboursements et dégrèvements d'impôts locaux**. Cette annulation, portant sur des crédits évaluatifs votés en loi de finances initiale à un montant de 19,9 milliards d'euros, appelle peu de commentaires.

S'agissant des missions portant les politiques publiques, le projet de loi de finances rectificative indique que le montant total des **annulations**, hors masse salariale, est de **1,7 milliard d'euros sur des crédits mis en réserve** et de **0,7 milliard d'euros sur des crédits non mis en réserve**.

Les annulations les plus importantes ont porté sur les crédits de la mission « **Recherche et enseignement supérieur** », à hauteur de 322,4 millions d'euros, mais correspondent surtout à l'annulation de la réserve initiale sur certains programmes, ainsi qu'à des crédits de projets immobiliers devenus sans objet.

S'agissant de la mission « **Défense** », elle connaît une annulation de crédits de 284,2 millions d'euros en crédits de paiement, portant sur des crédits mis en réserve, et surtout de 1,4 milliard d'euros en autorisations d'engagement. Cette dernière annulation est surtout due, d'une part, au décalage des affectations sur tranches fonctionnelles du Service industriel de l'aéronautique (SIAé) et, d'autre part, au décalage sur 2020 de certains marchés pluriannuels.

Les annulations de crédits portant sur la mission « **Écologie, développement et mobilité durables** », à hauteur de 212,5 millions d'euros, portent principalement sur des crédits en réserve.

L'annulation de crédits de 202,3 millions d'euros en crédits de paiement concernant la mission « **Action et transformation publiques** » témoigne du **retard de mise en œuvre du programme d'investissements porté par cette mission**, qui repose principalement sur des appels à projet.

Enfin, la mission « **Aide publique au développement** » connaît une annulation conséquente de 308,4 millions d'euros en autorisations d'engagements, dont 261,4 millions d'euros au titre des bonifications de prêts de l'Agence française de développement (AFD). Le Gouvernement justifie cette annulation par les moindres besoins liés à l'environnement de taux bas.

¹ [*Rapport général n° 147*](#) (2018-2019) de M. Albéric de Montgolfier, fait au nom de la commission des finances, déposé le 22 novembre 2018.

3. Les crédits des investissements d'avenir prévus en 2017 sont en partie utilisés pour financer des projets nouveaux

La montée en puissance du **programme d'investissements d'avenir** (PIA) s'accompagne selon le projet de loi de finances rectificative d'importants **redéploiements de fonds**, à hauteur de 1 085,1 millions d'euros en autorisations d'engagements et de 643,3 millions d'euros en crédits de paiement. Ces redéploiements ont notamment pour objet de financer un projet européen sur les batteries électriques, à hauteur de 295 millions d'euros, ou d'apporter un complément au financement du plan « Nano 2022 ».

Sans porter de jugement sur la pertinence du soutien public à apporter à tel ou tel projet, **l'utilisation du PIA** relève ainsi d'une pratique de **débudgétisation** d'autant plus contestable que les politiques soutenues varient d'une année à l'autre alors que **l'autorisation parlementaire n'a réellement porté que sur les autorisations d'engagement accordées** lors du lancement du projet dans le cadre de la loi de finances pour 2017.

4. Au total, les dépenses ne sont qu'en apparence inférieures d'un milliard d'euros à la norme de dépenses pilotables

Comme l'indique l'exposé général du projet de loi de finances rectificative, les dépenses de l'État mesurées sur le périmètre de la norme de dépenses pilotables seraient en 2019 de 261,8 milliards d'euros, soit une diminution de 1,0 milliard d'euros par rapport à l'objectif de 262,9 milliards d'euros fixé en loi de finances initiale¹.

Or les dépenses pilotables seraient ainsi **supérieures de 500 millions d'euros à ce qui était annoncé en septembre dernier** dans le projet de loi de finances pour 2020, le Gouvernement prévoyant alors une sous-exécution de la norme de dépenses pilotables à hauteur de 1,5 milliard d'euros.

Cette diminution de 1,0 milliard d'euros sur l'année est en fait **due pour moitié à la constatation**, comme indiqué *supra*, **de besoins inférieurs de plus de 500 millions d'euros** sur le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique », qui dépendent des évolutions du marché de l'électricité.

En outre, comme indiqué *supra*, le Gouvernement a recours à des véhicules tels que le PIA pour financer des programmes qui auraient pu relever des autres missions du budget général.

¹ L'article 8 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 définit la norme de dépenses pilotables. Celle-ci, pour les missions du budget général, exclut les contributions au compte d'affectation spéciale « Pensions » ainsi que les crédits consacrés aux investissements d'avenir et à la charge de la dette.

En tout état de cause, **le respect formel de la norme de dépenses pilotables ne signifie pas un effort réel en dépenses de l'État**, car l'objectif avait été fixé en loi de finances initiale à un niveau de 259,5 milliards d'euros au format 2018, supérieur de 2,6 milliards d'euros au plafond fixé par la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022.

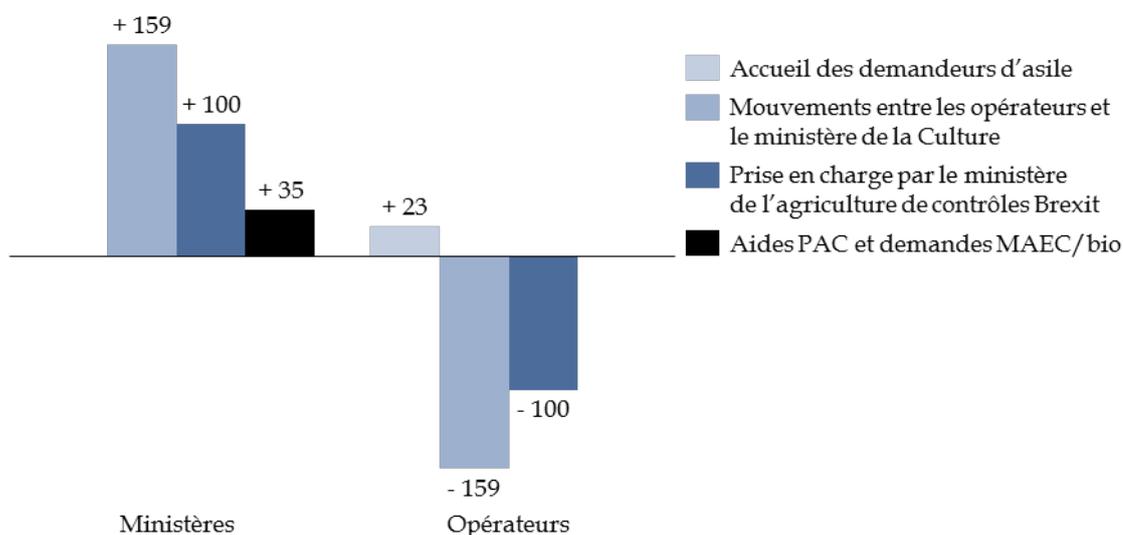
B. LES EMPLOIS DE L'ÉTAT ET DE SES OPÉRATEURS SONT DANS L'ENSEMBLE PROCHES DE CEUX VOTÉS EN LOI DE FINANCES INITIALE

L'article 8 du présent projet de loi de finances rectificative accroît de 194 équivalents temps plein travaillés (ETPT) le plafond des autorisations d'emplois de l'État, tandis que l'article 9 diminue de 236 ETPT le plafond des emplois des opérateurs de l'État.

Ces mouvements résultent en fait, pour la plus grande partie, de **deux séries de mouvements entre l'État et ses opérateurs**.

Évolution des plafonds d'autorisations d'emploi dans l'État et ses opérateurs

(en équivalents temps plein travaillés)



Source : commission des finances du Sénat, à partir du projet de loi de finances rectificative pour 2019

D'une part, 100 ETPT sont transférés entre les opérateurs de la mission « Recherche et enseignement supérieur » et le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation afin d'assurer des missions de contrôles sanitaires et phytosanitaires dans l'hypothèse d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne. En outre, le ministère de l'agriculture

bénéficie d'un surcroît d'emplois pour l'instruction de différentes aides liées à la politique agricole commune (PAC) et aux demandes MAEC/bio¹.

En second lieu, 159 ETPT sont annulés au sein des opérateurs de la mission « Culture », tandis qu'un nombre équivalent d'ETPT sont créés dans le ministère du même nom. Ces mouvements correspondent surtout à la titularisation de personnels dans le cadre du dispositif temporaire « Sauvadet », ainsi qu'à un décalage de deux mois d'un mouvement de transfert d'effectifs du ministère vers le Centre des monuments nationaux.

Par ailleurs, la finalisation des aides de la politique agricole commune (PAC) et l'instruction des demandes d'aides relatives aux mesures agroenvironnementales et climatiques en faveur de l'agriculture biologique (MAEC/bio) accroissent les autorisations d'emploi de 35 ETPT.

Enfin, l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile et l'objectif posé par le Gouvernement de réduire le délai d'instruction global entraîne l'augmentation du plafond de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de 23 ETPT.

¹ Mesures agroenvironnementales et climatiques.

EXAMEN DES ARTICLES

ARTICLE LIMINAIRE

Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2019

Commentaire : le présent article retrace la prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques au titre de l'année 2019.

Conformément à l'article 7 de la loi organique relative à la gouvernance et à la programmation des finances publiques¹, **le présent projet de loi de finances rectificative comporte un article liminaire** qui retrace, dans un tableau synthétique, « *l'état des prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, avec l'indication des calculs permettant d'établir le passage de l'un à l'autre* ».

Tableau de synthèse de l'article liminaire

(en points de PIB)

| | Exécution 2018 | Prévision 2019 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Solde structurel (1) | - 2,3 | - 2,2 |
| Solde conjoncturel (2) | 0,0 | - 0,0 |
| Mesures exceptionnelles (3) | - 0,2 | - 0,9 |
| Solde effectif (1 + 2 + 3) | - 2,5 | - 3,1 |

Source : article liminaire du projet de loi de finances rectificative pour 2019

Le présent article fait l'objet d'une analyse détaillée dans le cadre de l'exposé général du présent rapport, auquel le lecteur est invité à se reporter.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

¹ Loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la gouvernance et à la programmation des finances publiques.

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES

ARTICLE 1^{er}

**Ajustement des ressources affectées à des organismes
chargés de missions de service public**

Commentaire : le présent article annule le versement d'une compensation à la société Action Logement Services et augmente le niveau de plafonnement de la contribution vie étudiante et de campus (CVEC).

I. LE DROIT EXISTANT

**A. ACTION LOGEMENT SERVICES BÉNÉFICIE D'UN PRINCIPE DE
COMPENSATION POUR UNE DISPOSITION TENDANT À RÉDUIRE
SES RESSOURCES**

Action Logement Services (ALS), filiale du groupe Action Logement, assure, en application des articles L. 313-19 et suivants du code général des impôts, la **collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction** (PEEC, ex-« 1% logement ») et contribue au financement du logement social et intermédiaire ainsi que de certaines politiques nationales.

Pour mémoire, l'article 6 du projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises (PACTE), tel qu'il a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 9 octobre 2018, prévoyait de relever de vingt à cinquante le seuil de salariés requis pour assujettir une entreprise au versement de la PEEC, mesure dont l'entrée en vigueur était alors prévue courant 2019.

Afin de compenser la diminution de recettes que cette mesure devait occasionner pour Action Logement Services, l'article 123 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a **supprimé l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA)** dont bénéficient les contrats d'assurance en cas de décès souscrits en garantie de remboursement d'un prêt, prévoyant un reversement du produit de cette taxe à Action Logement Services dans la limite d'un plafond de 140 millions d'euros.

Le reversement au profit d'Action Logement Services est prévu par l'article L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation. Le plafonnement du reversement de son produit est inscrit du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

La mesure de relèvement du seuil a finalement été promulguée dans la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (loi Pacte), mais **son entrée en vigueur a été décalée au 1^{er} janvier 2020.**

B. LE PRODUIT DE LA CONTRIBUTION À LA VIE ÉTUDIANTE ET DE CAMPUS (CVEC) N'EST QUE PARTIELLEMENT REVERSÉ AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La **contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC)** a été créée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants et inscrite à l'article L. 841-5 du code de l'éducation.

D'un montant de 90 euros pour l'année scolaire 2018-2019, elle est due par les **étudiants inscrits en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur**, y compris les étudiants préparant un diplôme de l'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage. Certains étudiants (bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation annuelle accordée dans le cadre des aides spécifiques, réfugiés, demandeurs d'asile, bénéficiaires de la protection subsidiaire) sont exonérés du paiement de la CVEC.

Le produit de la contribution est réparti entre les établissements publics d'enseignement supérieur, les établissements dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur relevant des chambres de commerce et d'industrie (CCI) territoriales ou régionales, les établissements publics de coopération culturelle ou environnementale, les établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général (EESPIG) et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

En juillet 2019, un montant de 131 millions d'euros a été collecté au titre de l'année universitaire 2018-2019.

L'affectation du produit à ces établissements est toutefois **limitée à un plafond fixé**, au tableau précité du I de l'article 46 de la loi de finances initiale pour 2012, à **un montant de 95 millions d'euros**, prévu par l'article 83 précité de la loi de finances initiale pour 2019. Toutefois, votre rapporteur général avait noté lors des débats que **le Gouvernement s'était engagé à réviser le plafond de la taxe au cours de l'année**.

II. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

A. L'ANNULATION DU VERSEMENT PRÉVU AU BÉNÉFICE D'ACTION LOGEMENT

Constatant que le relèvement du seuil à partir duquel les entreprises sont assujetties à verser la PEEC n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2020, le **I** du présent article **supprime** le versement prévu au bénéfice d'Action Logement Services.

À cette fin, il déroge au tableau des plafonds de taxes affectées prévu à l'article 46 précité de la loi de finances initiale pour 2012, en prévoyant que le plafond est égal à zéro en 2019.

B. LE RELÈVEMENT DU PLAFOND D'AFFECTATION DE LA CVEC

Le **II** du présent article **relève à 140 millions d'euros** le plafond d'affectation de la CVEC aux organismes mentionnés *supra*, afin de prendre en compte le produit plus élevé que prévu de cette taxe.

À cette fin, il déroge comme le I, pour la seule année 2019, au plafond d'affectation de cette taxe d'un niveau de 95 millions d'euros inscrit dans le même tableau des taxes affectées.

III. LES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale a adopté cet article sans modification.

IV. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

S'agissant de **l'annulation du versement de compensation à Action Logement Services**, votre rapporteur général constate qu'elle est **justifiée par la disparition de son fait générateur** au titre de l'année 2019, puisque la disposition qui la fondait ne s'appliquera qu'au 1^{er} janvier 2020. Par ailleurs, la compensation est bien prévue au titre de l'année 2020, à un

niveau de 290 millions d'euros en année pleine, par l'article 27 du projet de loi de finances pour 2020, en cours d'examen par le Parlement.

Votre rapporteur général constate toutefois que le Gouvernement ne propose pas de supprimer l'exonération de TSCA sur les contrats d'assurance en cas de décès souscrits en garantie du remboursement d'un prêt, pourtant instituée par la loi de finances pour 2019 pour dégager la ressource nécessaire au profit de cette compensation. Cette suppression d'exonération, qui pèse sur les emprunteurs qui souscrivent un prêt immobilier, n'aura donc constitué, pour l'année, qu'une **mesure de rendement.**

S'agissant du **relèvement du plafond d'affectation de la CVEC**, votre rapporteur général avait, lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2019, souligné que des contributions étudiantes ne sauraient devenir une nouvelle taxe de rendement pour le budget général de l'État. Il approuve donc la révision du plafond d'affectation.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

ARTICLE 2

(Article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006)

Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Commentaire : le présent article limite l'affectation au compte d'affectation spéciale du produit des amendes forfaitaires à 304,95 millions d'euros. Cette diminution par rapport à l'affectation initiale permet d'augmenter le solde dont bénéficie l'AFITF.

I. LE DROIT EXISTANT

A. UN COMPTE D'AFFECTION SPÉCIALE POUR SUIVRE L'AFFECTION DU PRODUIT DES AMENDES

L'article 49 de la loi de finances pour 2006¹ a créé le compte d'affectation spéciale² « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », aussi communément appelé « CAS Radars ».

Le « CAS Radars » a en effet vocation à retracer les dépenses financées à partir du produit des amendes, qu'elles soient perçues à la suite d'un contrôle automatisé, par des radars, ou qu'il s'agisse des autres amendes de police de la circulation et du stationnement, à l'exception d'une partie affectée à l'Agence pour le financement des infrastructures de transport de France (AFITF) et, d'une autre, au budget général.

Ses dépenses sont actuellement réparties en deux sections, elles-mêmes respectivement divisées en un et trois programmes.

La section 1 finance l'installation et l'entretien des radars ainsi que la gestion du système de permis à points tandis que la section 2 retrace les moyens alloués d'une part, au financement de la généralisation du procès-verbal électronique (PVé) et aux opérations visant à améliorer la sécurité routière, et, d'autre part, au désendettement de l'État.

¹ Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

² Conformément à l'article 21 de la LOLF, « les comptes d'affectation spéciale retracent, dans les conditions prévues par une loi de finances, des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées ».

La section 1 « Contrôle automatisé » est composée, depuis le 1^{er} janvier 2017, d'un seul programme 751 « Structures et dispositifs de sécurité routière » qui finance le déploiement et l'entretien des radars ainsi que le fonctionnement du centre de traitement des infractions et les charges de gestion du permis à points.

La section 2 « Circulation et stationnement routiers inclut :

- le programme 753 (« Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers »), qui gère le déploiement du procès-verbal électronique (le PVé) ;

- le programme 754 (« Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières »), qui reverse aux collectivités territoriales une partie des recettes des amendes encaissées par l'État ;

- le programme 755 (« Désendettement de l'État »), qui vient abonder le budget général au titre des recettes non fiscales.

B. DES MODALITÉS COMPLEXES D'AFFECTATION DE RECETTES

Le « CAS Radars » est alimenté par **trois types de recettes** :

- les amendes forfaitaires faisant suite aux infractions relevées par les radars, dites « **AF radars** » ;

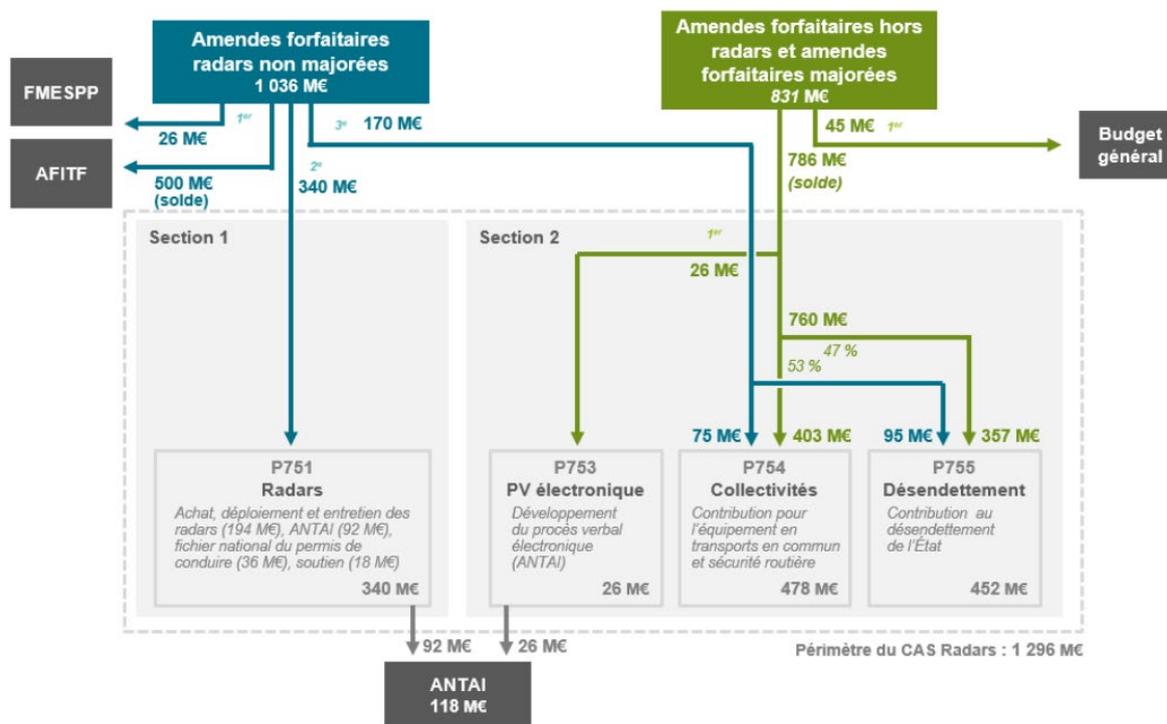
- les autres amendes de la police de la route et de stationnement forfaitaires, dites « **AF hors radars** » ;

- les amendes forfaitaires majorées (en cas de retard de paiement), dites « **AFM** ».

L'affectation de ces trois recettes répond à une clef de répartition complexe entre les deux sections.

Le schéma *ci-dessous* récapitule les affectations des trois recettes entre les deux sections et les quatre programmes décrits *supra*, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Schéma d'affectation du produit des amendes de police de la circulation et du stationnement routiers prévu par la loi de finances pour 2019



Source : projet annuel de performances pour 2019

Pour les « AF radars » :

- une **première fraction**, dans la limite d'un **plafond** fixé en loi de finances¹ pour 2019 à **339,95 millions d'euros**, vient abonder la **section 1 « Contrôle automatisé »** ;

- une **seconde fraction**, fixée également par la loi de finances pour 2019, à **170 millions d'euros**, bénéficie à la **section 2 « Circulation et stationnement routiers »**. Une **première partie** de cette fraction (75 millions d'euros) est affectée au programme 754 « Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières » de la section 2. La **deuxième partie** de la fraction - **95 millions d'euros** - est affectée au programme 755 « Désendettement de l'État ». Le **solde**, estimé à **500 millions d'euros** en 2019 et variable selon les années, bénéficie à l'AFITF.

Pour les « AF hors radars » et les « AFM » :

- **45 millions d'euros** sont affectés au **budget général** ;

- **le solde**, estimé à **786 millions d'euros** en 2019, variable selon les années, vient alimenter la **section 2 du CAS** dont :

- une première fraction, définie chaque année en loi de finances, est orientée vers le programme 753 (« PV électroniques »), soit 26,2 millions d'euros pour l'année 2019 ;

- une seconde fraction, qui est ensuite répartie à raison de 53 % pour le programme 754, soit 403 millions d'euros en 2019, en sus des 75 millions d'euros perçus au titre des « AF radars », et 47 % pour le programme 755 (« Désendettement de l'État »), soit 357 millions d'euros, en sus des 95 millions d'euros perçus au titre des « AF radars ».

II. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

A. UNE LIMITATION DU PRODUIT DES AMENDES FORFAITAIRES AFFECTÉES AU CAS A 304,95 MILLIONS D'EUROS

Le présent article abaisse, à hauteur de 205 millions d'euros, le produit des amendes forfaitaires issues du contrôle automatisé affecté au CAS.

Ce plafond, fixé en 2019 à 509,95 millions d'euros par la loi de finances initiale pour 2018, serait ainsi ramené à 304,95 millions d'euros.

En conséquence, le plafond de la première section « Contrôle automatisé » du compte spécial est réduit de 339,95 à 282,95 millions d'euros, soit une diminution de 57 millions d'euros, et celui de la seconde section « **Circulation et stationnement routiers** » est réduit de 170 millions d'euros à 22 millions d'euros, soit une diminution de 148 millions d'euros.

Plafond de recettes par section du CAS « Radars » en provenance des amendes forfaitaires perçues par la voie des systèmes automatiques

(en millions d'euros)

| Évolution juridique | Plafond de la section 1 <i>Contrôle automatisé</i> (B) | Plafond de la section 2 <i>Circulation et stationnement routiers</i> (C) | Plafond de recettes provenant des AF radars (A= B +C) |
|---------------------|---|--|--|
| LFI 2019 | 339,95 | 170,00 | 509,95 |
| LFR 2019 | 282,95 | 22,00 | 304,95 |

Source : projet annuel de performances 2019

B. L'ABAISSEMENT DE LA LIMITE AFFECTÉE AU CAS ENGENDRE UNE AUGMENTATION DE 205 MILLIONS D'EUROS DU SOLDE DES AMENDES FORFAITAIRES RADARS VERSÉ À L'AFITF

La modification de ces deux plafonds est justifiée par la nécessité de contenir la diminution du montant perçu par l'AFITF. En effet, la baisse de recettes pour les amendes de contrôle automatisé serait d'environ 436 millions d'euros (recettes estimés à 600 millions d'euros au lieu de 1 036 millions d'euros), et serait supportée uniquement par l'AFITF qui dispose du reliquat. Ce dernier baisserait ainsi de 500 millions prévu initialement à 66 millions d'euros. Cette situation risquerait de menacer une partie de ses engagements financiers.

Dès lors, avec cet ajustement, l'AFITF verrait son financement réduit, mais de manière plus limitée. Elle percevrait 269,05 millions d'euros.

Répartition des amendes forfaitaires issues des radars en 2019

(en millions d'euros)

| Amendes forfaitaires issues des radars | Avant PLFR | Après PLFR | Évolution |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| total | 1035,95 | 600,00 | -42% |
| <i>dont</i> | | | |
| section 1 (751) | 339,95 | 282,95 | -17% |
| section 2 (754 et 755) | 170,00 | 22,00 | -87% |
| AFITF | 500,00 | 269,05 | -46% |
| FMESPP | 26,00 | 26,00 | 0% |

Source : commission des finances

Ainsi, la conjonction de la diminution de l'estimation du produit des recettes des amendes forfaitaires, et le plafonnement de l'affectation de ce produit au CAS à hauteur de 304,95 millions d'euros, engendre :

- une diminution du solde versé à l'AFITF, conformément au II de l'article 49 de la loi de finances initiale pour 2006. Celle-ci percevrait environ 269,5 millions d'euros, au lieu de 500 millions d'euros prévus par la loi de finances initiale pour 2019 ;

- une affectation du produit des amendes forfaitaires radars non majorées limitée à 282,95 millions d'euros au lieu de 339,95 millions d'euros pour la section 1 du CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », et 22 millions d'euros au lieu de 170 millions d'euros pour la section 2 du même CAS

III. LES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En première lecture, l'Assemblée nationale a adopté le présent article sans modification

IV. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

A. UN MAINTIEN DES MOYENS DE L'AFITF JUSTIFIÉ PAR LA NÉCESSITÉ D'ENRAYER LA DÉGRADATION DU RÉSEAU ROUTIER NATIONAL

Compte tenu du contexte d'amélioration fragile de l'accidentalité routière, la **diminution des recettes** affectées au CAS, s'avère *a priori* **peu opportune**.

Néanmoins, cette **diminution est accompagnée d'un renforcement des moyens accordés à l'AFITF**. Or, comme l'a souligné le récent rapport d'information sénatorial¹ de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, l'état du réseau routier et d'une partie du réseau autoroutier national tend à se dégrader depuis plusieurs années.

B. UNE CHUTE DES RECETTES ISSUES DES RADARS EN COURS D'ANNÉE

Cette augmentation des crédits contribuerait d'autant mieux à consolider le budget de l'AFITF que le produit des recettes issues des amendes forfaitaires radars dont bénéficie chaque année l'agence, habituellement difficile à évaluer avec certitude, a été de surcroît très fortement touché par les dégradations de radars, notamment au premier trimestre 2019.

C. DES INCERTITUDES IDENTIQUES POUR 2020

Toutefois **votre rapporteur général s'interroge sur la cohérence de cette annulation avec le niveau des crédits dont bénéficie**, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2020, la section 1 « Contrôle automatisé » et son programme 751 « Dispositifs de sécurité routière », **dont le plafond est de 339,54 millions d'euros**.

En effet, l'estimation des amendes forfaitaires radars pour 2020 est de 729 millions d'euros et le solde prévu pour l'AFITF de 193 millions d'euros.

¹ [« Infrastructures routières et autoroutières : un réseau en danger », rapport d'information n° 458 \(2016-2017\) de M. Hervé Maurey, président, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, déposé le 8 mars 2017.](#)

Une situation similaire (insuffisance de recettes radars, puis diminution de l'affectation au CAS pour compenser la baisse de recettes de l'AFITF) risque de se produire fin 2020.

Or, dans le projet de loi de finances pour 2020, figure un objectif de déploiement de radars ambitieux, avec notamment 800 radars tourelles. Les besoins de financement financements risquent de rendre ainsi plus difficile un ajustement identique en faveur de l'AFITF.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

ARTICLE 3

(Art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015)

**Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS)
« Transition énergétique »**

Commentaire : cet article procède à un ajustement à la baisse du montant de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) affecté au compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique », compte tenu de la diminution des charges de service public de l'énergie pour 2019 constatée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

I. LE DROIT EXISTANT

Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique », créé par l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, est chargé de retracer l'ensemble des dépenses de l'État spécifiquement liées à la transition énergétique, les autres charges du service public de l'énergie étant portées par le programme 345 « Service public de l'énergie » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables ».

Il comprend **deux programmes**.

Le **programme 764 « Soutien à la transition énergétique »**, d'une part, finance :

- le soutien aux énergies renouvelables électriques, c'est-à-dire la **compensation** aux opérateurs du **service public de l'électricité des charges imputables à leurs missions de service public**, liées aux contrats d'obligation d'achat ou de complément de rémunération conclus avec des installations de production électrique à partir d'une source renouvelable¹ ;

- le soutien à l'effacement de consommation électrique, c'est-à-dire les **primes d'effacement** versées aux entreprises lauréates d'appels d'offres incitant **au développement des effacements** de consommation ;

¹ Les fournisseurs historiques sont tenus de conclure des contrats d'achat d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables par les installations éligibles à l'obligation d'achat ou lauréates d'un appel d'offres, ou des contrats de complément de rémunération.

- le soutien à l'injection de bio-méthane, c'est-à-dire la **compensation des charges imputables aux obligations de service public assignées aux fournisseurs de gaz naturel au titre de l'obligation d'achat de biogaz**¹ ;

- la réalisation **d'études techniques de qualification des sites d'implantation pour des projets de production d'électricité d'origine renouvelable** sur lesquels portent les procédures de mise en concurrence prévue par le code de l'énergie, ou les dépenses relatives à **l'organisation matérielle des consultations du public en lien avec la mise en œuvre de ces procédures**, s'agissant notamment **du choix des sites d'implantation**.

Le **programme 765 « Engagements financiers liés à la transition énergétique »**, d'autre part, finance :

- le **remboursement du déficit de compensation accumulé auprès d'Électricité de France (EDF) entre 2009 et 2015** ;

- les **versements au profit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)** correspondant à des demandes de remboursement partiel au profit des entreprises qui bénéficiaient du plafonnement de l'« ancienne » contribution au service public de l'énergie (CSPE)² au titre de leurs consommations pour les années 2013, 2014 et 2015 (ces plafonnements donnent en effet lieu à des remboursements jusqu'à trois ans après l'exercice concerné).

Toutes les dépenses du CAS sont **des dépenses de compensation dont le montant est fixé par une autorité administrative indépendante**, la Commission de régulation de l'énergie (CRE), dans les délibérations relatives aux charges de service public de l'énergie qu'elle rend tous les ans au mois de juillet.

Dans ses décisions annuelles, la CRE arrête le montant définitif des dépenses de l'année n-1, révisé les prévisions de dépenses pour l'année n qu'elle avait réalisées au mois de juillet précédent et prévoit les dépenses du CAS pour l'année n+1.

Pour 2019, le montant des dépenses du CAS « Transition énergétique » a ainsi été fixé par la loi de finances initiale pour 2019³ à **7 279,4 millions d'euros en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP)** sur le fondement de la délibération de la Commission de

¹ Afin de favoriser l'injection de bio-méthane dans les réseaux de transport et de distribution de gaz naturel, les fournisseurs de gaz naturel doivent conclure des contrats d'achat de bio-méthane produit par les installations éligibles à l'obligation d'achat. Le surcoût résultant de l'application de ces contrats correspond, d'une part, à la différence entre le prix d'acquisition du bio-méthane et le prix moyen constaté sur le marché de gros du gaz naturel et, d'autre part, aux coûts de gestion supplémentaires directement induits pour les fournisseurs de gaz naturel par la mise en œuvre de ce dispositif.

² Ces dispositifs étaient prévus à l'article L. 121-21 du code de l'énergie, avant la réforme opérée par la loi de finances rectificative pour 2015.

³ Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.

régulation de l'énergie n° 2018-156 du 12 juillet 2018 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2019.

En conséquence, la même loi de finances initiale pour 2019 a déterminé au I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 les montants de taxe intérieure sur les houilles, les lignites et les coques (TICC) et de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) affectés au CAS « Transition énergétique » pour lui permettre **d'être à l'équilibre et de financer l'intégralité de ses dépenses**, à savoir **1 million d'euros** de TICC et **7 246,4 millions d'euros** de TICPE.

Venaient s'y ajouter les **revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité renouvelable**¹, déduction faite des frais de gestion de cette mise aux enchères et des frais d'inscription au registre électronique des garanties d'origine, évalués à **32 millions d'euros** en 2019.

II. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

La Commission de régulation de l'énergie (CRE), chargée d'établir le **montant des charges de service public de l'énergie**, a estimé dans sa délibération n° 2019-172 du 11 juillet 2019 que les dépenses du CAS « Transition énergétique » en 2019 représenteraient finalement **6 722,8 millions d'euros** contre **7 279,4 millions d'euros** initialement prévus, soit **556,6 millions d'euros de moins** que ce qu'elle avait anticipé dans sa décision n° 2018-156 du 12 juillet 2018.

En particulier, les dépenses portées par le programme 764, dont la majeure partie est constituée par le **soutien au développement des énergies électriques renouvelables**, s'élèveront à **4 869 millions d'euros** en 2019, contre **5 440 millions d'euros** prévus en loi de finances initiale.

Cette diminution, qui constitue une bonne nouvelle pour les finances publiques, est intégralement due à la **hausse des prix du marché de gros de l'électricité** intervenue depuis deux ans. Une augmentation de 1 euro par mégawattheure de ces prix se traduit en effet par **une baisse des surcoûts pris en charge par l'État de plus de 50 millions d'euros** (et inversement en cas de baisse des prix du marché de gros).

En conséquence, le présent article 2 fixe **un nouveau montant d'affectation de TICPE pour le CAS « Transition énergétique » plus bas** que celui qui était prévu en loi de finances initiale pour 2019. **Ce montant de**

¹ Décidée par l'article 13 de la loi n° 2017-227 du 24 février 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables qui a inséré dans le code de l'énergie un nouvel article L. 314-14-1, lequel prévoit que les garanties d'origine seront désormais mises aux enchères par le ministre chargé de l'énergie.

6 716,8 millions d'euros permet ainsi d'équilibrer le CAS sans que ne se constitue un excédent.

À noter que ce montant prend en compte le fait que **la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité renouvelable** ne rapportera en 2019 que **5 millions d'euros**, et non 32 millions d'euros comme le prévoyait la loi de finances initiale pour 2019.

Recettes du CAS « Transition énergétique » (en euros)

| | 2018 (Exécuté) | 2019 (LFI) | 2019 (PLFR) | 2020 (PLF) |
|--------------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| TICPE | 6 588 671 056 | 7 246 400 000 | 6 716 834 766 | 6 276 900 000 |
| TICC | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Garanties d'origine | - | 32 000 000 | 5 000 000 | 32 000 000 |
| Total | 6 589 671 056 | 7 279 400 000 | 6 722 834 766 | 6 309 900 000 |

Source : commission des finances, d'après les documents budgétaires

III. LES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale a adopté cet article sans modification.

IV. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Cet article fait exactement correspondre les recettes du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » aux charges qu'il devra financer en 2019, telles qu'elles ont été évaluées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans sa délibération du 11 juillet 2019.

Votre rapporteur général note, toutefois, que la baisse du besoin en recettes du CAS « Transition énergétique » **profite au budget général**, qui se voit attribuer **556,6 millions d'euros supplémentaires**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 4

Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois

Commentaire : le présent article traduit l'incidence, sur l'équilibre prévisionnel du budget 2019, des réévaluations opérées et des dispositions proposées par le présent projet de loi.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le I du présent article prévoit que le **déficit budgétaire de l'État** s'établirait, pour 2019, à **97,6 milliards d'euros**, soit une amélioration de 10,0 milliards d'euros par rapport au montant prévu en loi de finances initiale pour 2018.

En conséquence, le **besoin de financement** est fixé par le II à **226,8 milliards d'euros**, contre 236,6 milliards d'euros en loi de finances initiale.

Les **ressources de financement** varient significativement, sauf le montant des émissions de titres à moyen et long termes qui demeure inchangé à un niveau de 200,0 milliards d'euros.

En particulier, les ressources qui étaient affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement, à hauteur de 2 milliards d'euros, sont annulées, tandis que les dépôts des correspondants sont prévus à un niveau moins élevé de 6,0 milliards d'euros, en raison du report à 2020 de certaines privatisations telles que celle d'Aéroports de Paris.

En outre, l'encours des titres d'État à court terme devrait demeurer stable en 2019, alors qu'une augmentation de 15 milliards d'euros était prévue en loi de finances initiale.

En sens inverse, les autres ressources de trésorerie devraient être de 17,5 milliards d'euros, contre 3,5 milliards d'euros prévus en loi de finances initiale. Cet écart résulte principalement du maintien de taux bas, et même

souvent négatifs sur les échéances inférieures ou égales à dix ans : les primes à l'émission, que l'État perçoit lorsqu'il émet une nouvelle tranche d'obligations avec les mêmes conditions de rendement qu'une souche existante, sont désormais estimées à 17 milliards d'euros en 2019 contre 3 milliards d'euros prévus en loi de finances initiale.

Enfin, le **III** fixe le **plafond des autorisations des emplois rémunérés par l'État à 1 953 810 équivalents temps plein travaillés (ETPT)**, contre 1 953 516 ETPT en loi de finances initiale.

*

L'Assemblée nationale a adopté le présent article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Les modifications de l'équilibre budgétaire de l'État prévues par le présent projet de loi de finances rectificative font l'objet d'une analyse plus détaillée dans le cadre de l'exposé général du présent rapport.

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

SECONDE PARTIE

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE PREMIER

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. - CRÉDITS DES MISSIONS

ARTICLE 5

Budget général : ouvertures et annulations de crédits

Commentaire : le présent article procède, au titre du budget général, aux ouvertures et annulations d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement conformes à la répartition fixée à l'état B annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le présent article porte sur les ouvertures et annulations de crédits au titre du budget général pour l'exercice en cours. La répartition par mission est précisée dans l'état B annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

Le **I** ouvre 10,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement et 10,5 milliards d'euros en crédits de paiement.

Le **II** annule 6,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement et 4,9 milliards d'euros en crédits de paiement.

*

L'Assemblée nationale a adopté le présent article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Les mouvements d'ouvertures et d'annulations de crédits dans le cadre du schéma de fin de gestion font l'objet d'une analyse plus détaillée dans le cadre de l'exposé général du présent rapport.

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

ARTICLE 6

Budgets annexes : annulations de crédits

Commentaire : le présent article procède, au titre des budgets annexes, aux annulations d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement conformes à la répartition fixée à l'état C annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le présent article porte sur les ouvertures et annulations de crédits au titre des budgets annexes pour l'exercice en cours. La répartition par mission est précisée dans l'état C annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

Aucune ouverture de crédits n'étant prévue, il **annule** 27,6 millions d'euros en autorisations d'engagement et 17,5 millions d'euros en crédits de paiement au titre des budgets annexes.

L'ouverture de crédits concerne d'une part le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », à hauteur de 3,8 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, en raison de dépenses de masse salariale moins élevées que prévu.

Il porte d'autre part sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative », à hauteur de 23,8 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 13,7 millions d'euros en crédits de paiement, en raison principalement, selon l'analyse par programme annexée au projet de loi de finances rectificative, d'une réduction des coûts de production, des dépenses informatiques et des investissements.

*

L'Assemblée nationale a adopté le présent article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

ARTICLE 7

Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits

Commentaire : le présent article procède, au titre des comptes spéciaux, aux ouvertures et annulations d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement conformes à la répartition fixée à l'état D annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le présent article porte sur les ouvertures et annulations de crédits au titre des comptes spéciaux pour l'exercice en cours. La répartition par mission est précisée dans l'état D annexé au présent projet de loi de finances rectificative.

Au titre des comptes d'affectation spéciale, le **I** ouvre 156,2 millions d'euros en autorisations d'engagement et 154,2 millions d'euros en crédits de paiement et le **II** prévoit l'annulation de 920,0 millions d'euros en autorisations d'engagement et 1 080,4 millions d'euros en crédits de paiement.

Au titre des comptes de concours financiers, le **III** ouvre des crédits de 100,0 millions d'euros en autorisations d'engagement et le **IV** annule des crédits de 714,1 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 923,7 millions d'euros en crédits de paiement au titre des comptes de concours financiers.

*

L'Assemblée nationale a adopté le présent article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Les mouvements de crédits relatifs aux comptes spéciaux ont été analysés par votre rapporteur général dans l'exposé général du présent rapport.

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

TITRE II

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. - PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

ARTICLE 8

Plafonds des autorisations d'emplois de l'État

Commentaire : le présent article procède à l'ajustement des plafonds des autorisations d'emplois de l'État.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le présent article augmente le plafond des autorisations d'emplois de l'État de 294 équivalents temps plein travaillés (ETPT), dont 135 ETPT pour le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation et 159 ETPT pour le ministère de la Culture.

*

L'Assemblée nationale a adopté cet article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Les modifications des plafonds des autorisations de l'emploi de l'État ont été présentées par votre rapporteur général dans l'exposé général du présent rapport.

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

ARTICLE 9

Plafonds des emplois des opérateurs de l'État

Commentaire : le présent article procède à l'ajustement des plafonds des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État.

I. LE DISPOSITIF PROPOSÉ

Le présent article diminue le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État de 236 équivalents temps plein travaillés (ETPT), dont 159 ETPT pour les opérateurs de la mission « Culture » et 77 ETPT pour les opérateurs de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

*

L'Assemblée nationale a adopté cet article sans modification.

II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Les modifications des plafonds des autorisations de l'emploi des opérateurs de l'État ont été présentées par votre rapporteur général dans l'exposé général du présent rapport.

Cet article constitue un **article de récapitulation**.

Décision de la commission : en conséquence de sa décision de proposer au Sénat de ne pas adopter l'ensemble du présent projet de loi, votre commission vous propose de ne pas adopter cet article.

EXAMEN EN COMMISSION

Au cours d'une réunion tenue le jeudi 14 novembre 2019, sous la présidence de M. Vincent Éblé, président, la commission a examiné le rapport de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2019.

La commission a décidé de proposer au Sénat de ne pas adopter le projet de loi de finances rectificative pour 2019. En conséquence, elle a décidé de proposer au Sénat de ne pas adopter chacun des articles du projet de loi.

Le compte rendu de la réunion peut être consulté sur le site du Sénat : <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/finances.html>

TABLEAU COMPARATIF

—

| | |
|---|-----------|
| Article liminaire..... | 56 |
| PREMIÈRE PARTIE | 56 |
| TITRE I ^{ER} | 56 |
| Article 1 ^{er} | 56 |
| Article 2..... | 57 |
| Article 3..... | 57 |
| TITRE II | 58 |
| Article 4..... | 58 |
| SECONDE PARTIE | 61 |
| TITRE I ^{ER} | 61 |
| Article 5..... | 61 |
| Article 6..... | 61 |
| Article 7..... | 62 |
| TITRE II | 62 |
| Article 8..... | 62 |
| Article 9..... | 63 |
| ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS | 64 |
| État A (Article 4 du projet de loi)..... | 64 |
| État B (Article 5 du projet de loi)..... | 82 |
| État C (Article 6 du projet de loi) | 92 |
| État D (Article 7 du projet de loi) | 93 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

Projet de loi de finances rectificative pour 2019

Projet de loi de finances rectificative pour 2019

Article liminaire

Article liminaire

La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2019 s'établit comme suit :

La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2019 s'établit comme suit :

Réunie le jeudi 14 novembre 2019, la commission des finances a proposé de ne pas adopter le texte sur le projet de loi n°121 (2019-2020) de finances rectificative pour 2019.

En points de produit intérieur brut

| | Exécution 2018 | Prévision 2019 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Solde structurel (1) | -2,3 | -2,2 |
| Solde conjoncturel (2)..... | 0,0 | 0,0 |
| Mesures exceptionnelles et temporaires (3)..... | -0,2 | -0,9 |
| Solde effectif (1 + 2 + 3).... | -2,5 | -3,1 |

En points de produit intérieur brut

| | Exécution 2018 | Prévision 2019 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Solde structurel (1)..... | -2,3 | -2,2 |
| Solde conjoncturel (2)..... | 0,0 | 0,0 |
| Mesures exceptionnelles et temporaires (3) | -0,2 | -0,9 |
| Solde effectif (1 + 2 + 3).... | -2,5 | -3,1 |

**PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE
FINANCIER**

**PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE
FINANCIER**

TITRE I^{ER}

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES

Article 1^{er}

Article 1^{er}

I. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de

I. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de

Dispositions en vigueur**Texte du projet de loi**

l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, le produit de la taxe mentionnée à l'article 1001 du code général des impôts affecté à la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation est plafonné, en 2019, à zéro euro.

II. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 précitée, le produit de la contribution mentionnée au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation affecté aux établissements publics d'enseignement supérieur, aux établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est plafonné, en 2019, à 140 000 000 €.

Article 2

Pour l'année 2019, par dérogation au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction est affecté au compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » dans la limite de 303,55 millions d'euros. Ce produit est affecté successivement à hauteur de 282,95 millions d'euros à la première section « Contrôle automatisé », puis à hauteur de 20,6 millions d'euros à la deuxième section « Circulation et stationnement routiers ».

Article 3

Pour l'année 2019, par dérogation au *d* du 1° du I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, le montant de la fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes affectée au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » est de 6 716 834 766 €.

- 57 -

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, le produit de la taxe mentionnée à l'article 1001 du code général des impôts affecté à la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation est plafonné, en 2019, à zéro euro.

II. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 précitée, le produit de la contribution mentionnée au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation affecté aux établissements publics d'enseignement supérieur, aux établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est plafonné, en 2019, à 140 000 000 €.

Article 2

Pour l'année 2019, par dérogation au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction est affecté au compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » dans la limite de 303,55 millions d'euros. Ce produit est affecté successivement à hauteur de 282,95 millions d'euros à la première section « Contrôle automatisé », puis à hauteur de 20,6 millions d'euros à la deuxième section « Circulation et stationnement routiers ».

Article 3

Pour l'année 2019, par dérogation au *d* du 1° du I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, le montant de la fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes affectée au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » est de 6 716 834 766 €.

Proposition de la commission

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES
RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 4

I. – Pour 2019, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

| | <i>(En millions d'euros)*</i> | | |
|--|-------------------------------|---------------|--------------|
| | Ressources | Charges | Soldes |
| Budget général | | | |
| Recettes fiscales brutes / dépenses brutes | 12 810 | 5 598 | |
| <i>À déduire :</i> | | | |
| <i>Remboursements et dégrèvements</i> | 7 152 | 7 152 | |
| Recettes fiscales nettes / dépenses nettes | 5 658 | -1 553 | |
| Recettes non fiscales | 1 935 | | |
| Recettes totales nettes / dépenses nettes | 7 593 | | |
| <i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne...</i> | 18 | | |
| Montants nets pour le budget général..... | 7 575 | -1 553 | 9 129 |
| Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants | | | |
| Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours..... | 7 575 | -1 553 | |
| Budgets annexes | | | |

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES
RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 4

I. – Pour 2019, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

| | <i>(En millions d'euros)*</i> | | |
|--|-------------------------------|---------------|--------------|
| | Ressources | Charges | Soldes |
| Budget général | | | |
| Recettes fiscales brutes / dépenses brutes | 12 810 | 5 598 | |
| <i>À déduire :</i> | | | |
| <i>Remboursements et dégrèvements.....</i> | 7 152 | 7 152 | |
| Recettes fiscales nettes / dépenses nettes | 5 658 | -1 553 | |
| Recettes non fiscales | 1 935 | | |
| Recettes totales nettes / dépenses nettes | 7 593 | | |
| <i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne...</i> | 18 | | |
| Montants nets pour le budget général | 7 575 | -1 553 | 9 129 |
| Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants | | | |
| Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours | 7 575 | -1 553 | |
| Budgets annexes | | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | | |
|---|-----------|------------|---------------|
| Contrôle et exploitation aériens..... | 44 | -4 | 48 |
| Publications officielles et information administrative..... | 17 | -14 | 31 |
| Totaux pour les budgets annexes..... | 61 | -18 | 79 |
| Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants : Contrôle et exploitation aériens..... | | | |
| Publications officielles et information administrative..... | | | |
| Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours..... | 61 | -18 | |
| Comptes spéciaux | | | |
| Comptes d'affectation spéciale..... | -434 | -926 | 492 |
| Comptes de concours financiers..... | -583 | -924 | 341 |
| Comptes de commerce (solde)..... | | | |
| Comptes d'opérations monétaires (solde)..... | | | |
| Solde pour les comptes spéciaux..... | | | 833 |
| Solde général..... | | | 10 040 |

** Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.*

II. – Pour 2019 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | | |
|---|-----------|------------|---------------|
| Contrôle et exploitation aériens..... | 44 | -4 | 48 |
| Publications officielles et information administrative..... | 17 | -14 | 31 |
| Totaux pour les budgets annexes..... | 61 | -18 | 79 |
| Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants : Contrôle et exploitation aériens..... | | | |
| Publications officielles et information administrative..... | | | |
| Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours..... | 61 | -18 | |
| Comptes spéciaux | | | |
| Comptes d'affectation spéciale..... | -434 | -926 | 492 |
| Comptes de concours financiers..... | -583 | -924 | 341 |
| Comptes de commerce (solde)..... | | | |
| Comptes d'opérations monétaires (solde)..... | | | |
| Solde pour les comptes spéciaux..... | | | 833 |
| Solde général..... | | | 10 040 |

** Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.*

II. – Pour 2019 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

| Besoin de financement | |
|--|--------------|
| Amortissement de la dette à moyen et long termes | 130,2 |
| <i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i> | <i>128,9</i> |
| <i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés) ..</i> | <i>1,3</i> |
| Amortissement des autres dettes | - |
| Déficit à financer | 97,6 |
| Autres besoins de trésorerie | -1,0 |
| Total | 226,8 |
| Ressources de financement | |
| Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats | 200,0 |
| Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement | - |
| Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme | - |
| Variation des dépôts des correspondants | 5,0 |
| Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État | 4,3 |
| Autres ressources de trésorerie | 17,5 |
| Total | 226,8 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

| Besoin de financement | |
|--|--------------|
| Amortissement de la dette à moyen et long termes | 130,2 |
| <i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i> | <i>128,9</i> |
| <i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés) ..</i> | <i>1,3</i> |
| Amortissement des autres dettes | - |
| Déficit à financer | 97,6 |
| Autres besoins de trésorerie | -1,0 |
| Total | 226,8 |
| Ressources de financement | |
| Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats | 200,0 |
| Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement | - |
| Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme | - |
| Variation des dépôts des correspondants | 5,0 |
| Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État | 4,3 |
| Autres ressources de trésorerie | 17,5 |
| Total | 226,8 |

Proposition de la commission

**Dispositions en
vigueur**

Texte du projet de loi

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

III. – Pour 2019, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est porté au nombre de 1 953 810.

**SECONDE PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I^{ER}
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – CRÉDITS
DES MISSIONS**

Article 5

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 209 023 849 € et de 10 521 680 435 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 6 191 687 999 € et de 4 923 514 587 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 6

Il est annulé pour 2019, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 27 613 462 € et de 17 508 462 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la

- 61 -

**Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première
lecture**

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

III. – Pour 2019, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est porté au nombre de 1 953 810.

**SECONDE PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I^{ER}
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – CRÉDITS
DES MISSIONS**

Article 5

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 209 023 849 € et de 10 521 680 435 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 6 191 687 999 € et de 4 923 514 587 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 6

Il est annulé pour 2019, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 27 613 462 € et de 17 508 462 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la

**Proposition de la
commission**

Dispositions en vigueur**Texte du projet de loi**

présente loi.

Article 7

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 156 247 717 € et de 154 173 125 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 920 018 921 € et de 1 080 374 160 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement supplémentaires s'élevant au montant de 100 000 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 714 078 897 € et de 923 738 897 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

TITRE II**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – PLAFONDS
DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS****Article 8**

La seconde colonne du tableau du second alinéa de l'article 103 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifiée :

1° À la deuxième ligne, le montant : « 1 942 308 » est remplacé

- 62 -

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

présente loi.

Article 7

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 156 247 717 € et de 154 173 125 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 920 018 921 € et de 1 080 374 160 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement supplémentaires s'élevant au montant de 100 000 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 714 078 897 € et de 923 738 897 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

TITRE II**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – PLAFONDS
DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS****Article 8**

La seconde colonne du tableau du second alinéa de l'article 103 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifiée :

1° À la deuxième ligne, le montant : « 1 942 308 » est remplacé

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur**Texte du projet de loi**

par le montant : « 1 942 602 » ;

2° À la quatrième ligne, le montant : « 30 097 » est remplacé par le montant : « 30 232 » ;

3° À la septième ligne, le montant : « 10 670 » est remplacé par le montant : « 10 829 » ;

4° À la dernière ligne, le montant : « 1 953 516 » est remplacé par le montant : « 1 953 810 ».

Article 9

L'article 104 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 » ;

2° La seconde colonne du tableau du second alinéa est ainsi modifiée :

a) À la quinzième ligne, le montant : « 14 461 » est remplacé par le montant : « 14 302 » ;

b) À la seizième ligne, le montant : « 8 749 » est remplacé par le montant : « 8 616 » ;

c) À la dix-septième ligne, le montant : « 3 404 » est remplacé par le montant : « 3 403 » ;

d) À la dix-huitième ligne, le montant : « 2 308 » est remplacé par le montant : « 2 283 » ;

e) À la trente-neuvième ligne, le montant : « 1 984 » est remplacé par le montant : « 2 007 » ;

f) À la quarantième ligne, le montant : « 805 » est remplacé par

- 63 -

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

par le montant : « 1 942 602 » ;

2° À la quatrième ligne, le montant : « 30 097 » est remplacé par le montant : « 30 232 » ;

3° À la septième ligne, le montant : « 10 670 » est remplacé par le montant : « 10 829 » ;

4° À la dernière ligne, le montant : « 1 953 516 » est remplacé par le montant : « 1 953 810 ».

Article 9

L'article 104 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 » ;

2° La seconde colonne du tableau du second alinéa est ainsi modifiée :

a) À la quinzième ligne, le montant : « 14 461 » est remplacé par le montant : « 14 302 » ;

b) À la seizième ligne, le montant : « 8 749 » est remplacé par le montant : « 8 616 » ;

c) À la dix-septième ligne, le montant : « 3 404 » est remplacé par le montant : « 3 403 » ;

d) À la dix-huitième ligne, le montant : « 2 308 » est remplacé par le montant : « 2 283 » ;

e) À la trente-neuvième ligne, le montant : « 1 984 » est remplacé par le montant : « 2 007 » ;

f) À la quarantième ligne, le montant : « 805 » est remplacé par

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur**Texte du projet de loi**

le montant : « 828 » ;

g) À la cinquantième ligne, le montant : « 259 387 » est remplacé par le montant : « 259 287 » ;

h) À la cinquante-huitième ligne, le montant : « 1 206 » est remplacé par le montant : « 1 106 » ;

i) À la dernière ligne, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 ».

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**ÉTAT A****(ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI)***VOIES ET MOYENS POUR 2019 RÉVISÉS***I. – BUDGET GÉNÉRAL***(En euros)*

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | I. Recettes fiscales | |
| | 11. Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| 1101 | Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| | 12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles | -147 000 000 |
| 1201 | Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles..... | -147 000 000 |
| | 13. Impôt sur les sociétés | 3 485 868 160 |
| 1301 | Impôt sur les sociétés | 3 378 295 160 |
| 1302 | Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés..... | 107 573 000 |
| | 14. Autres impôts directs et taxes assimilées | 2 467 669 000 |
| 1401 | Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu..... | -86 322 000 |

- 64 -

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

le montant : « 828 » ;

g) À la cinquantième ligne, le montant : « 259 387 » est remplacé par le montant : « 259 287 » ;

h) À la cinquante-huitième ligne, le montant : « 1 206 » est remplacé par le montant : « 1 106 » ;

i) À la dernière ligne, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 ».

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**ÉTAT A****(ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI)***VOIES ET MOYENS POUR 2019 RÉVISÉS***I. – BUDGET GÉNÉRAL***(En euros)*

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | I. Recettes fiscales | |
| | 11. Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| 1101 | Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| | 12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles | -147 000 000 |
| 1201 | Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles..... | -147 000 000 |
| | 13. Impôt sur les sociétés | 3 485 868 160 |
| 1301 | Impôt sur les sociétés | 3 378 295 160 |
| 1302 | Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés..... | 107 573 000 |
| | 14. Autres impôts directs et taxes assimilées | 2 467 669 000 |
| 1401 | Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu..... | -86 322 000 |

Proposition de la commission

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | Proposition de la commission |
|-------------------------|--|---|--|
| | Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes | | Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes |
| 1402 | 676 000 000 | 1402 | 676 000 000 |
| | Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)..... | | Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)..... |
| 1404 | 780 000 000 | 1404 | 780 000 000 |
| | Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices..... | | Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices..... |
| 1405 | 348 000 | 1405 | 348 000 |
| | Impôt sur la fortune immobilière | | Impôt sur la fortune immobilière |
| 1406 | 445 000 000 | 1406 | 445 000 000 |
| | Prélèvements sur les entreprises d'assurance..... | | Prélèvements sur les entreprises d'assurance..... |
| 1408 | 50 000 000 | 1408 | 50 000 000 |
| | Cotisation minimale de taxe professionnelle | | Cotisation minimale de taxe professionnelle |
| 1410 | 13 000 000 | 1410 | 13 000 000 |
| | Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction..... | | Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction..... |
| 1411 | 5 043 000 | 1411 | 5 043 000 |
| | Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue..... | | Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue..... |
| 1412 | -2 640 000 | 1412 | -2 640 000 |
| | Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité | | Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité |
| 1413 | 20 699 000 | 1413 | 20 699 000 |
| | Taxe sur les surfaces commerciales..... | | Taxe sur les surfaces commerciales..... |
| 1416 | -612 000 | 1416 | -612 000 |
| | Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle | | Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle |
| 1421 | 4 000 000 | 1421 | 4 000 000 |
| | Prélèvements de solidarité..... | | Prélèvements de solidarité..... |
| 1427 | 397 723 000 | 1427 | 397 723 000 |
| | Taxe sur les services numériques | | Taxe sur les services numériques |
| 1430 | 352 000 000 | 1430 | 352 000 000 |
| | Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).... | | Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).... |
| 1498 | 4 000 000 | 1498 | 4 000 000 |
| | Recettes diverses | | Recettes diverses |
| 1499 | -190 570 000 | 1499 | -190 570 000 |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | Proposition de la commission |
|-------------------------|--|----------------------|---|--|------------------------------|
| | 15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 111 801 000 | | 15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 111 801 000 |
| | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques..... | 111 801 000 | 1501 | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques..... | 111 801 000 |
| | 16. Taxe sur la valeur ajoutée | 3 468 100 280 | | 16. Taxe sur la valeur ajoutée | 3 468 100 280 |
| 1601 | Taxe sur la valeur ajoutée..... | 3 468 100 280 | 1601 | Taxe sur la valeur ajoutée..... | 3 468 100 280 |
| | 17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes | 1 841 583 000 | | 17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes | 1 841 583 000 |
| 1701 | Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices | 21 000 000 | 1701 | Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices | 21 000 000 |
| 1702 | Mutations à titre onéreux de fonds de commerce..... | -12 000 000 | 1702 | Mutations à titre onéreux de fonds de commerce..... | -12 000 000 |
| 1704 | Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers | -10 000 000 | 1704 | Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers | -10 000 000 |
| 1705 | Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)..... | 478 871 000 | 1705 | Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)..... | 478 871 000 |
| 1706 | Mutations à titre gratuit par décès..... | 146 235 000 | 1706 | Mutations à titre gratuit par décès..... | 146 235 000 |
| 1707 | Contribution de sécurité immobilière | -4 600 000 | 1707 | Contribution de sécurité immobilière | -4 600 000 |
| 1711 | Autres conventions et actes civils..... | -49 347 000 | 1711 | Autres conventions et actes civils..... | -49 347 000 |
| 1713 | Taxe de publicité foncière | 35 671 000 | 1713 | Taxe de publicité foncière | 35 671 000 |
| 1714 | Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès | 89 303 000 | 1714 | Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès | 89 303 000 |
| 1716 | Recettes diverses et pénalités | -41 432 000 | 1716 | Recettes diverses et pénalités | -41 432 000 |
| 1721 | Timbre unique | -40 000 000 | 1721 | Timbre unique | -40 000 000 |
| 1753 | Autres taxes intérieures | 203 430 000 | 1753 | Autres taxes intérieures | 203 430 000 |
| 1754 | Autres droits et recettes accessoires..... | 8 340 000 | 1754 | Autres droits et recettes accessoires..... | 8 340 000 |
| 1755 | Amendes et confiscations..... | 5 099 000 | 1755 | Amendes et confiscations..... | 5 099 000 |
| 1756 | Taxe générale sur les activités polluantes | 1 038 000 000 | 1756 | Taxe générale sur les activités polluantes | 1 038 000 000 |
| 1769 | Autres droits et recettes à différents titres | 46 327 000 | 1769 | Autres droits et recettes à différents titres | 46 327 000 |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | Proposition de la commission | | |
|-------------------------|--|---|------------------------------|--|---------------------|
| 1774 | Taxe spéciale sur la publicité télévisée | 4 500 000 | 1774 | Taxe spéciale sur la publicité télévisée | 4 500 000 |
| 1776 | Redevances sanitaires d'abattage et de découpage..... | -900 000 | 1776 | Redevances sanitaires d'abattage et de découpage..... | -900 000 |
| 1781 | Taxe sur les installations nucléaires de base..... | -2 000 000 | 1781 | Taxe sur les installations nucléaires de base..... | -2 000 000 |
| 1782 | Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées..... | -1 800 000 | 1782 | Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées..... | -1 800 000 |
| 1785 | Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)..... | 11 000 000 | 1785 | Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)..... | 11 000 000 |
| 1786 | Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos..... | -11 993 000 | 1786 | Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos..... | -11 993 000 |
| 1787 | Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques..... | 6 885 000 | 1787 | Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques..... | 6 885 000 |
| 1788 | Prélèvement sur les paris sportifs..... | 18 533 000 | 1788 | Prélèvement sur les paris sportifs..... | 18 533 000 |
| 1789 | Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne..... | -3 539 000 | 1789 | Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne..... | -3 539 000 |
| 1797 | Taxe sur les transactions financières..... | -207 000 000 | 1797 | Taxe sur les transactions financières..... | -207 000 000 |
| 1799 | Autres taxes..... | 113 000 000 | 1799 | Autres taxes..... | 113 000 000 |
| | 2. Recettes non fiscales | | | 2. Recettes non fiscales | |
| | 21. Dividendes et recettes assimilées | -421 126 328 | | 21. Dividendes et recettes assimilées | -421 126 328 |
| 2110 | Produits des participations de l'État dans des entreprises financières..... | 46 092 449 | 2110 | Produits des participations de l'État dans des entreprises financières..... | 46 092 449 |
| 2111 | Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés..... | -262 910 000 | 2111 | Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés..... | -262 910 000 |
| 2116 | Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers..... | -232 590 000 | 2116 | Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers..... | -232 590 000 |
| 2199 | Autres dividendes et recettes assimilées..... | 28 281 223 | 2199 | Autres dividendes et recettes assimilées..... | 28 281 223 |
| | 22. Produits du domaine de l'État | 152 240 000 | | 22. Produits du domaine de l'État | 152 240 000 |
| 2202 | Autres revenus du domaine public..... | -3 000 000 | 2202 | Autres revenus du domaine public..... | -3 000 000 |
| 2203 | Revenus du domaine privé..... | 165 000 000 | 2203 | Revenus du domaine privé..... | 165 000 000 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | |
|------|--|--------------------|------|--|--------------------|
| | Paiement par les administrations de leurs | | | Paiement par les administrations de leurs | |
| 2209 | loyers budgétaires..... | -4 500 000 | 2209 | loyers budgétaires..... | -4 500 000 |
| 2299 | Autres revenus du Domaine | -5 260 000 | 2299 | Autres revenus du Domaine | -5 260 000 |
| | 23. Produits de la vente de biens et services | 396 878 762 | | 23. Produits de la vente de biens et services | 396 878 762 |
| | Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget..... | 15 550 000 | 2301 | Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget..... | 15 550 000 |
| 2301 | Autres frais d'assiette et de recouvrement..... | -23 843 441 | 2303 | Autres frais d'assiette et de recouvrement..... | -23 843 441 |
| 2303 | Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne..... | -24 275 317 | 2304 | Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne..... | -24 275 317 |
| 2304 | Produits de la vente de divers biens | -14 855 | 2305 | Produits de la vente de divers biens..... | -14 855 |
| 2305 | Produits de la vente de divers services | -393 625 | 2306 | Produits de la vente de divers services | -393 625 |
| 2306 | Autres recettes diverses | 429 856 000 | 2399 | Autres recettes diverses | 429 856 000 |
| 2399 | 24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières | 279 565 082 | | 24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières | 279 565 082 |
| | Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers..... | -75 531 789 | 2401 | Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers | -75 531 789 |
| 2401 | Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | -18 000 000 | 2403 | Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | -18 000 000 |
| 2403 | Intérêts des autres prêts et avances | 4 000 000 | 2409 | Intérêts des autres prêts et avances | 4 000 000 |
| 2409 | Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile..... | 18 000 000 | 2411 | Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile..... | 18 000 000 |
| 2411 | Autres avances remboursables sous conditions | -1 000 000 | 2412 | Autres avances remboursables sous conditions | -1 000 000 |
| 2412 | Reversement au titre des créances garanties par l'État... | -372 129 | 2413 | Reversement au titre des créances garanties par l'État... | -372 129 |
| 2413 | | | | | |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | Proposition de la commission |
|-------------------------|---|--------------------|---|---|------------------------------|
| | Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées | 352 469 000 | 2499 | Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées | 352 469 000 |
| | 25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites | 730 451 977 | | 25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites | 730 451 977 |
| 2501 | Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers | 42 904 040 | 2501 | Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers | 42 904 040 |
| 2502 | Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence..... | 100 000 000 | 2502 | Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence..... | 100 000 000 |
| 2503 | Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes..... | 46 436 000 | 2503 | Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes..... | 46 436 000 |
| 2504 | Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État | 2 130 857 | 2504 | Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État | 2 130 857 |
| 2505 | Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires | 539 501 000 | 2505 | Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires | 539 501 000 |
| 2510 | Frais de poursuite | -500 797 | 2510 | Frais de poursuite | -500 797 |
| 2511 | Frais de justice et d'instance | -598 580 | 2511 | Frais de justice et d'instance..... | -598 580 |
| 2512 | Intérêts moratoires..... | -102 497 | 2512 | Intérêts moratoires..... | -102 497 |
| 2513 | Pénalités | 681 954 | 2513 | Pénalités | 681 954 |
| | 26. Divers | 797 211 990 | | 26. Divers | 797 211 990 |
| 2601 | Reversements de Natixis | 32 000 000 | 2601 | Reversements de Natixis | 32 000 000 |
| 2602 | Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur | 166 800 000 | 2602 | Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur | 166 800 000 |
| 2603 | Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations..... | 43 000 000 | 2603 | Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations..... | 43 000 000 |
| 2604 | Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État..... | 30 000 000 | 2604 | Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État..... | 30 000 000 |
| 2611 | Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires | -27 532 596 | 2611 | Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires..... | -27 532 596 |
| 2612 | Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion..... | -858 199 | 2612 | Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion..... | -858 199 |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | Proposition de la commission |
|-------------------------|---|---|---|
| | Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques | | Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques |
| 2613 | -9 694 | 2613 | -9 694 |
| | Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne | | Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne |
| 2614 | -5 238 125 | 2614 | -5 238 125 |
| | Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne | | Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne |
| 2615 | -61 210 | 2615 | -61 210 |
| 2616 | 3 290 621 | 2616 | 3 290 621 |
| | Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives | | Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives |
| 2617 | 377 543 | 2617 | 377 543 |
| | Remboursement des frais de scolarité et accessoires | | Remboursement des frais de scolarité et accessoires |
| 2618 | 116 360 | 2618 | 116 360 |
| 2620 | 88 031 000 | 2620 | 88 031 000 |
| | Recouvrements après admission en non-valeur | | Recouvrements après admission en non-valeur |
| 2621 | -13 683 863 | 2621 | -13 683 863 |
| | Divers versements de l'Union européenne | | Divers versements de l'Union européenne |
| 2622 | -7 877 156 | 2622 | -7 877 156 |
| | Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits | | Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits |
| 2623 | 10 598 427 | 2623 | 10 598 427 |
| | Intérêts divers (hors immobilisations financières) | | Intérêts divers (hors immobilisations financières) |
| 2624 | -4 610 418 | 2624 | -4 610 418 |
| | Recettes diverses en provenance de l'étranger | | Recettes diverses en provenance de l'étranger |
| 2625 | 120 753 | 2625 | 120 753 |
| | Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992) | | Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992) |
| 2626 | 65 091 | 2626 | 65 091 |
| 2697 | -4 684 460 | 2697 | -4 684 460 |
| 2698 | 219 390 916 | 2698 | 219 390 916 |
| 2699 | 267 977 000 | 2699 | 267 977 000 |
| | 3. Prélèvements sur les recettes de l'État | | 3. Prélèvements sur les recettes de l'État |
| | 31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales | | 31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales |
| | 266 864 608 | | 266 864 608 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | |
|------|--|---------------------|
| 3103 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs..... | -1 531 048 |
| 3104 | Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements..... | -45 430 487 |
| 3106 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée..... | 251 134 000 |
| 3107 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.... | 44 881 629 |
| 3109 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse..... | 21 921 259 |
| 3123 | Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | -4 429 030 |
| 3135 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport | 318 285 |
| | 32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne | -249 000 000 |
| 3201 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne | -249 000 000 |

Récapitulation des recettes du budget général

(En euros)

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | |
|------|--|---------------------|
| 3103 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs..... | -1 531 048 |
| 3104 | Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements..... | -45 430 487 |
| 3106 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée..... | 251 134 000 |
| 3107 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.... | 44 881 629 |
| 3109 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse..... | 21 921 259 |
| 3123 | Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | -4 429 030 |
| 3135 | Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport | 318 285 |
| | 32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne | -249 000 000 |
| 3201 | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne | -249 000 000 |

Récapitulation des recettes du budget général

(En euros)

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|---|------------------------------------|
| | 1. Recettes fiscales | 12 809 699 440 |
| 11 | Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| | Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles ... | -147 000 000 |
| 12 | | |
| 13 | Impôt sur les sociétés..... | 3 485 868 160 |
| | Autres impôts directs et taxes assimilées | 2 467 669 000 |
| 14 | | |
| | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques..... | 111 801 000 |
| 15 | | |
| 16 | Taxe sur la valeur ajoutée | 3 468 100 280 |
| | Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes | 1 841 583 000 |
| 17 | | |
| | 2. Recettes non fiscales | 1 935 221 483 |
| | Dividendes et recettes assimilées..... | -421 126 328 |
| 21 | | |
| | Produits du domaine de l'État | 152 240 000 |
| 22 | | |
| | Produits de la vente de biens et services | 396 878 762 |
| 23 | | |
| | Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières ... | 279 565 082 |
| 24 | | |
| | Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites | 730 451 977 |
| 25 | | |
| 26 | Divers | 797 211 990 |
| | 3. Prélèvements sur les recettes de l'État | 17 864 608 |
| | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales..... | 266 864 608 |
| 31 | | |
| | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne..... | -249 000 000 |
| 32 | | |
| | Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3).. | 14 727 056 315 |

II. – BUDGETS ANNEXES

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|---|------------------------------------|
| | 1. Recettes fiscales | 12 809 699 440 |
| 11 | Impôt sur le revenu | 1 581 678 000 |
| | Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles ... | -147 000 000 |
| 12 | | |
| 13 | Impôt sur les sociétés..... | 3 485 868 160 |
| | Autres impôts directs et taxes assimilées..... | 2 467 669 000 |
| 14 | | |
| | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques..... | 111 801 000 |
| 15 | | |
| 16 | Taxe sur la valeur ajoutée | 3 468 100 280 |
| | Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes | 1 841 583 000 |
| 17 | | |
| | 2. Recettes non fiscales | 1 935 221 483 |
| | Dividendes et recettes assimilées..... | -421 126 328 |
| 21 | | |
| | Produits du domaine de l'État | 152 240 000 |
| 22 | | |
| | Produits de la vente de biens et services | 396 878 762 |
| 23 | | |
| | Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières ... | 279 565 082 |
| 24 | | |
| | Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites | 730 451 977 |
| 25 | | |
| 26 | Divers | 797 211 990 |
| | 3. Prélèvements sur les recettes de l'État | 17 864 608 |
| | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales..... | 266 864 608 |
| 31 | | |
| | Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne..... | -249 000 000 |
| 32 | | |
| | Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3).. | 14 727 056 315 |

II. – BUDGETS ANNEXES

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | Contrôle et exploitation aériens | |
| | Ventes de produits fabriqués et marchandises..... | 60 616 |
| 7010 | | |
| 7061 | Redevances de route..... | 19 400 000 |
| 7062 | Redevance océanique..... | 2 200 000 |
| | Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole..... | 4 000 000 |
| 7063 | | |
| | Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'outre-mer..... | 3 800 000 |
| 7064 | | |
| 7068 | Prestations de service..... | 141 840 |
| | Autres recettes d'exploitation..... | 1 042 764 |
| 7080 | | |
| 7501 | Taxe de l'aviation civile..... | 31 170 196 |
| | Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers..... | 176 900 |
| 7502 | | |
| | Taxe de solidarité - Hors plafond..... | 42 000 000 |
| 7503 | | |
| 7600 | Produits financiers..... | 114 652 |
| | Produits exceptionnels hors cession..... | -500 000 |
| 7781 | | |
| 9700 | Produit brut des emprunts..... | -59 712 861 |
| | Total des recettes | 43 894 107 |
| | Publications officielles et information administrative | |
| 7010 | Ventes de produits..... | 16 400 000 |
| | Produits de fonctionnement divers..... | 800 000 |
| 7280 | | |
| | Total des recettes..... | 17 200 000 |

III. – Comptes d'affectation spéciale

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | Aides à l'acquisition de véhicules propres | -60 000 000 |

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | Contrôle et exploitation aériens | |
| | Ventes de produits fabriqués et marchandises..... | 60 616 |
| 7010 | | |
| 7061 | Redevances de route..... | 19 400 000 |
| 7062 | Redevance océanique..... | 2 200 000 |
| | Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole..... | 4 000 000 |
| 7063 | | |
| | Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'outre-mer..... | 3 800 000 |
| 7064 | | |
| 7068 | Prestations de service..... | 141 840 |
| | Autres recettes d'exploitation..... | 1 042 764 |
| 7080 | | |
| 7501 | Taxe de l'aviation civile..... | 31 170 196 |
| | Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers..... | 176 900 |
| 7502 | | |
| | Taxe de solidarité - Hors plafond..... | 42 000 000 |
| 7503 | | |
| 7600 | Produits financiers..... | 114 652 |
| | Produits exceptionnels hors cession..... | -500 000 |
| 7781 | | |
| 9700 | Produit brut des emprunts..... | -59 712 861 |
| | Total des recettes | 43 894 107 |
| | Publications officielles et information administrative | |
| 7010 | Ventes de produits..... | 16 400 000 |
| | Produits de fonctionnement divers..... | 800 000 |
| 7280 | | |
| | Total des recettes..... | 17 200 000 |

III. – Comptes d'affectation spéciale

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|--|------------------------------------|
| | Aides à l'acquisition de véhicules propres | -60 000 000 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | |
|----|---|---------------------|
| | Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ... | -60 000 000 |
| 01 | Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 76 548 533 |
| | Section : Contrôle automatisé | -56 950 000 |
| | Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé..... | -56 950 000 |
| 01 | Section : Circulation et stationnement routiers | 133 498 533 |
| | Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé..... | -148 000 000 |
| 03 | Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation..... | 281 498 533 |
| 04 | Développement agricole et rural | 6 000 000 |
| 01 | Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles | 6 000 000 |
| | Gestion du patrimoine immobilier de l'État | 288 637 524 |
| 01 | Produits des cessions immobilières..... | 282 637 524 |
| 02 | Produits de redevances domaniales..... | 6 000 000 |
| | Participation de la France au désendettement de la Grèce | -1 080 000 |
| 01 | Produit des contributions de la Banque de France..... | -1 080 000 |
| | Pensions | -187 992 802 |
| | Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité | -137 767 913 |
| 01 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension.... | 59 707 347 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | |
|----|--|---------------------|
| | Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules... | -60 000 000 |
| 01 | Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 76 548 533 |
| | Section : Contrôle automatisé | -56 950 000 |
| | Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé..... | -56 950 000 |
| 01 | Section : Circulation et stationnement routiers | 133 498 533 |
| | Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé..... | -148 000 000 |
| 03 | Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation | 281 498 533 |
| 04 | Développement agricole et rural | 6 000 000 |
| 01 | Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles..... | 6 000 000 |
| | Gestion du patrimoine immobilier de l'État | 288 637 524 |
| 01 | Produits des cessions immobilières..... | 282 637 524 |
| 02 | Produits de redevances domaniales..... | 6 000 000 |
| | Participation de la France au désendettement de la Grèce | -1 080 000 |
| 01 | Produit des contributions de la Banque de France..... | -1 080 000 |
| | Pensions | -187 992 802 |
| | Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité | -137 767 913 |
| 01 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension ... | 59 707 347 |

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | |
|----|---|------------|----|---|------------|
| 02 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension | -105 685 | 02 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension | -105 685 |
| 03 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | 10 986 370 | 03 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | 10 986 370 |
| 04 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | -629 679 | 04 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | -629 679 |
| 05 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | 2 785 199 | 05 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | 2 785 199 |
| 06 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom | 3 497 926 | 06 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom | 3 497 926 |
| 07 | Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension | 5 673 722 | 07 | Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension | 5 673 722 |
| 08 | Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC | 10 000 000 | 08 | Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC | 10 000 000 |
| 09 | Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études | -268 307 | 09 | Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études | -268 307 |
| 10 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité | -736 130 | 10 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité | -736 130 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | |
|----|---|-------------|
| | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité | 4 413 736 |
| 11 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste | -941 262 |
| 12 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes | -58 381 |
| 14 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) | 6 233 605 |
| 21 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) | -1 162 199 |
| 22 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | -77 322 336 |
| 23 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | 6 758 491 |
| 24 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | -7 487 774 |
| 25 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom | -34 012 736 |
| 26 | | |

| | | |
|----|---|-------------|
| | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité | 4 413 736 |
| 11 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste | -941 262 |
| 12 | Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes | -58 381 |
| 14 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) | 6 233 605 |
| 21 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) | -1 162 199 |
| 22 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | -77 322 336 |
| 23 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | 6 758 491 |
| 24 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | -7 487 774 |
| 25 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom | -34 012 736 |
| 26 | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | |
|----|--|--------------|----|--|--------------|
| 27 | Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension | 20 918 420 | 27 | Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension | 20 918 420 |
| 28 | Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC | 10 000 000 | 28 | Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC | 10 000 000 |
| 32 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste | -127 260 589 | 32 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste | -127 260 589 |
| 33 | Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité | 6 449 419 | 33 | Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité | 6 449 419 |
| 34 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes | -7 879 227 | 34 | Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes | -7 879 227 |
| 41 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension | -3 267 282 | 41 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension | -3 267 282 |
| 42 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension | -34 367 | 42 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension | -34 367 |
| 43 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | 58 307 | 43 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | 58 307 |
| 44 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | 90 044 | 44 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension | 90 044 |
| 45 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | -121 013 | 45 | Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | -121 013 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | |
|----|--|-------------|
| 47 | Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension | -3 531 444 |
| 49 | Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études..... | -115 102 |
| 51 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension..... | -71 253 668 |
| 52 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension | -352 782 |
| 53 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension | -111 428 |
| 54 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension..... | 137 931 |
| 55 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)..... | -738 473 |
| 57 | Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension | 5 383 432 |
| 61 | Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010..... | -3 000 000 |

| | | |
|----|--|-------------|
| 47 | Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension..... | -3 531 444 |
| 49 | Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études | -115 102 |
| 51 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension | -71 253 668 |
| 52 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension..... | -352 782 |
| 53 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension..... | -111 428 |
| 54 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension..... | 137 931 |
| 55 | Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) | -738 473 |
| 57 | Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension..... | 5 383 432 |
| 61 | Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010..... | -3 000 000 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | |
|----|--|--------------------|----|--|--------------------|
| 65 | Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires | 47 000 000 | 65 | Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires | 47 000 000 |
| 67 | Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils | 2 093 174 | 67 | Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils..... | 2 093 174 |
| 68 | Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires | -93 174 | 68 | Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires | -93 174 |
| 69 | Autres recettes diverses | 528 002 | 69 | Autres recettes diverses..... | 528 002 |
| | Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État | -53 304 890 | | Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État | -53 304 890 |
| 71 | Cotisations salariales et patronales | -695 676 | 71 | Cotisations salariales et patronales..... | -695 676 |
| 72 | Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires..... | -51 279 025 | 72 | Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires..... | -51 279 025 |
| 73 | Compensations inter-régimes généralisée et spécifique..... | -1 300 000 | 73 | Compensations inter-régimes généralisée et spécifique..... | -1 300 000 |
| 74 | Recettes diverses | -189 408 | 74 | Recettes diverses | -189 408 |
| 75 | Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse, Fonds de solidarité invalidité et cotisations rétroactives..... | 159 219 | 75 | Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse, Fonds de solidarité invalidité et cotisations rétroactives..... | 159 219 |
| | Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions | 3 080 001 | | Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions | 3 080 001 |
| 83 | Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général | -9 989 | 83 | Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général..... | -9 989 |
| 85 | Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général | 9 980 | 85 | Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général..... | 9 980 |
| 86 | Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens | 10 | 86 | Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens..... | 10 |
| 87 | Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général..... | -723 952 | 87 | Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général..... | -723 952 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | |
|----|--|---------------------|
| 88 | Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens | 723 952 |
| 89 | Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général | -69 981 |
| 90 | Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens | 69 981 |
| 91 | Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général | 3 200 000 |
| 93 | Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général..... | -120 000 |
| | Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs | 217 |
| 01 | Contribution de solidarité territoriale..... | 278 |
| 04 | Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires..... | -61 |
| | Transition énergétique | -556 565 234 |
| 04 | Fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes..... | -529 565 234 |
| 06 | Revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine... | -27 000 000 |
| | Total..... | -434 451 762 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | |
|----|---|---------------------|
| 88 | Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens | 723 952 |
| 89 | Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général | -69 981 |
| 90 | Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens | 69 981 |
| 91 | Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général | 3 200 000 |
| 93 | Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général | -120 000 |
| | Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs | 217 |
| 01 | Contribution de solidarité territoriale..... | 278 |
| 04 | Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires | -61 |
| | Transition énergétique | -556 565 234 |
| 04 | Fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes | -529 565 234 |
| 06 | Revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine... | -27 000 000 |
| | Total | -434 451 762 |

Proposition de la commission

IV. – Comptes de concours financiers

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|---|------------------------------------|
| | Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | -694 702 961 |

IV. – Comptes de concours financiers

(En euros)

| Numéro de ligne | Intitulé de la recette | Révision des évaluations pour 2019 |
|-----------------|---|------------------------------------|
| | Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | -694 702 961 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | |
|----|---|--------------------|
| 01 | Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune..... | -468 728 897 |
| 03 | Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics..... | -202 250 000 |
| 04 | Remboursement des avances octroyées à des services de l'État..... | -8 724 064 |
| 05 | Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex..... | -15 000 000 |
| | Avances aux collectivités territoriales | 117 362 443 |
| | Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes | 117 362 443 |
| 05 | Recettes..... | 117 362 443 |
| | Prêts à des États étrangers | -4 386 262 |
| | Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 4 051 633 |
| 01 | Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France..... | 4 051 633 |
| | Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France | -8 437 895 |
| 02 | Remboursement de prêts du Trésor..... | -8 437 895 |
| | Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | -1 201 650 |
| | Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État | 41 350 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | |
|----|---|--------------------|
| 01 | Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune..... | -468 728 897 |
| 03 | Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics..... | -202 250 000 |
| 04 | Remboursement des avances octroyées à des services de l'État..... | -8 724 064 |
| 05 | Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex..... | -15 000 000 |
| | Avances aux collectivités territoriales | 117 362 443 |
| | Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes | 117 362 443 |
| 05 | Recettes..... | 117 362 443 |
| | Prêts à des États étrangers | -4 386 262 |
| | Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 4 051 633 |
| 01 | Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France..... | 4 051 633 |
| | Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France | -8 437 895 |
| 02 | Remboursement de prêts du Trésor..... | -8 437 895 |
| | Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | -1 201 650 |
| | Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État | 41 350 |

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | |
|----|--|---------------------|
| 04 | Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement..... | 41 350 |
| | Section : Prêts pour le développement économique et social | -1 243 000 |
| 06 | Prêts pour le développement économique et social..... | -1 243 000 |
| | Total..... | -582 928 430 |

ÉTAT B

(ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS,

PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL

BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Action et transformation publiques | | 1 126 910 | 51 462 799 | 202 280 387 |
| Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants..... | | | | 74 075 533 |
| Fonds pour la transformation de l'action publique... <i>Dont titre 2.....</i> | | | 4 403 908 4 403 908 | 81 145 963 4 403 908 |
| Fonds d'accompagnement interministériel | | | | 47 058 891 |
| Ressources humaines..... | | | 47 058 891 | 1 |

- 82 -

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | |
|----|--|---------------------|
| 04 | Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement..... | 41 350 |
| | Section : Prêts pour le développement économique et social | -1 243 000 |
| 06 | Prêts pour le développement économique et social..... | -1 243 000 |
| | Total..... | -582 928 430 |

ÉTAT B

(ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL

BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Action et transformation publiques | | 1 126 910 | 51 462 799 | 202 280 387 |
| Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants..... | | | | 74 075 533 |
| Fonds pour la transformation de l'action publique... <i>Dont titre 2.....</i> | | | 4 403 908 4 403 908 | 81 145 963 4 403 908 |
| Fonds d'accompagnement interministériel | | | | 47 058 891 |
| Ressources humaines..... | | | 47 058 891 | 1 |

Proposition de la commission

**Dispositions en
vigueur**

Texte du projet de loi

**Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première
lecture**

**Proposition de la
commission**

| | | | | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | 38 311 021 | 38 311 02 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | 38 311 021 | 38 311 02 |
| Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État..... | | 1 126 910 | | 1 | Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État..... | | 1 126 910 | | 1 |
| Action | | | | | Action | | | | |
| extérieure de | | | | | extérieure de | | | | |
| l'État | 10 290 000 | 10 290 000 | 82 839 142 | 82 790 03 | l'État | 10 290 000 | 10 290 000 | 82 839 142 | 82 790 03 |
| Action de la France en Europe et dans le monde.... | 10 290 000 | 10 290 000 | 40 328 765 | 40 279 65 | Action de la France en Europe et dans le monde.... | 10 290 000 | 10 290 000 | 40 328 765 | 40 279 65 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>10 290 000</i> | <i>10 290 000</i> | | 3 | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>10 290 000</i> | <i>10 290 000</i> | | 3 |
| Diplomatie culturelle et d'influence..... | | | 13 979 394 | 13 979 39 | Diplomatie culturelle et d'influence..... | | | 13 979 394 | 13 979 39 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 000 000</i> | <i>2 000 000</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 000 000</i> | <i>2 000 000</i> |
| Français à l'étranger et affaires consulaires..... | | | 10 578 384 | 10 578 38 | Français à l'étranger et affaires consulaires..... | | | 10 578 384 | 10 578 38 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>5 500 000</i> | <i>5 500 000</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>5 500 000</i> | <i>5 500 000</i> |
| Présidence française du G7..... | | | 17 952 599 | 17 952 60 | Présidence française du G7..... | | | 17 952 599 | 17 952 60 |
| Administration | | | | | Administration | | | | |
| générale et | | | | | générale et | | | | |
| territoriale de | | | | | territoriale de | | | | |
| l'État | | | 32 812 372 | 38 200 66 | l'État | | | 32 812 372 | 38 200 66 |
| Administration territoriale..... | | | 2 093 933 | 2 532 632 | Administration territoriale..... | | | 2 093 933 | 2 532 632 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 093 933</i> | <i>2 093 933</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 093 933</i> | <i>2 093 933</i> |
| Vie politique, culturelle et associative..... | | | 7 737 698 | 11 726 29 | Vie politique, culturelle et associative..... | | | 7 737 698 | 11 726 29 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 082 697</i> | <i>2 082 697</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>2 082 697</i> | <i>2 082 697</i> |
| Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur..... | | | 22 980 741 | 23 941 73 | Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur..... | | | 22 980 741 | 23 941 73 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>6 163 774</i> | <i>6 163 774</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>6 163 774</i> | <i>6 163 774</i> |
| Agriculture, | | | | | Agriculture, | | | | |
| alimentation, | | | | | alimentation, | | | | |
| forêt et affaires | | | | | forêt et affaires | | | | |
| rurales | 13 348 863 | 7 212 330 | 49 997 715 | 49 910 55 | rurales | 13 348 863 | 7 212 330 | 49 997 715 | 49 910 55 |
| | | | | 0 | | | | | 0 |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | | | Proposition de la commission |
|--|------------------------|--------------------|-------------------|------------------|--|--------------------|--------------------|-------------------|------------------------------|
| Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture | | | 46 468 533 | 46 349 26 9 | Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture | | | 46 468 533 | 46 349 26 9 |
| Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ... | 13 348 863 | 7 212 330 | | | Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ... | 13 348 863 | 7 212 330 | | |
| Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture | | | 3 529 182 | 3 561 281 | Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture | | | 3 529 182 | 3 561 281 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>828 820</i> | <i>828 820</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>828 820</i> | <i>828 820</i> |
| Aide publique au développement | 6 000 000 | 6 000 000 | 308 368 65 | 91 452 55 | Aide publique au développement | 6 000 000 | 6 000 000 | 308 368 65 | 91 452 55 |
| Aide économique et financière au développement | | | 261 440 39 | 80 242 58 | Aide économique et financière au développement | | | 261 440 39 | 80 242 58 |
| Solidarité à l'égard des pays en développement | 6 000 000 | 6 000 000 | | 11 209 96 | Solidarité à l'égard des pays en développement | 6 000 000 | 6 000 000 | 46 928 262 | 11 209 96 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>6 000 000</i> | <i>6 000 000</i> | | 9 | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>6 000 000</i> | <i>6 000 000</i> | 46 928 262 | 9 |
| Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation | | | 821 906 | 1 853 636 | Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation | | | 821 906 | 1 853 636 |
| Liens entre la Nation et son armée | | | 244 | 1 031 974 | Liens entre la Nation et son armée | | | 244 | 1 031 974 |
| Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant | | | 821 662 | 821 662 | Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant | | | 821 662 | 821 662 |
| Cohésion des territoires | 807 660 827 | 805 152 431 | 28 044 311 | 56 195 92 | Cohésion des territoires | 807 660 827 | 805 152 431 | 28 044 311 | 56 195 92 |
| Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables | 180 673 542 | 178 165 146 | | | Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables | 180 673 542 | 178 165 146 | | |
| Aide à l'accès au logement | 626 987 285 | 626 987 285 | | | Aide à l'accès au logement | 626 987 285 | 626 987 285 | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | | | | | |
|--|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|--|------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat..... | | | 371 534 | 16 577 684 | Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat..... | | | 371 534 | 16 577 684 |
| Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire..... | | | 7 439 464 | 23 481 923 | Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire..... | | | 7 439 464 | 23 481 923 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | 88 625 | 88 625 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | 88 625 | 88 625 |
| Interventions territoriales de l'État..... | | | 1 067 083 | 770 083 | Interventions territoriales de l'État..... | | | 1 067 083 | 770 083 |
| Politique de la ville..... | | | 19 166 230 | 0 | Politique de la ville..... | | | 19 166 230 | 0 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | 71 025 | 71 025 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | 71 025 | 71 025 |
| Conseil et contrôle de l'État | 4 200 000 | 4 200 000 | 2 958 | 1 078 894 | Conseil et contrôle de l'État | 4 200 000 | 4 200 000 | 2 958 | 1 078 894 |
| Conseil d'État et autres juridictions administratives..... | | | | 1 075 936 | Conseil d'État et autres juridictions administratives..... | | | | 1 075 936 |
| Conseil économique, social et environnemental ... | 4 200 000 | 4 200 000 | | | Conseil économique, social et environnemental... | 4 200 000 | 4 200 000 | | |
| <i>Dont titre 2.....</i> | 4 200 000 | 4 200 000 | | | <i>Dont titre 2.....</i> | 4 200 000 | 4 200 000 | | |
| Haut Conseil des finances publiques..... | | | 2 958 | 2 958 | Haut Conseil des finances publiques..... | | | 2 958 | 2 958 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | 1 455 | 1 455 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | 1 455 | 1 455 |
| Crédits non répartis | | | 24 717 604 | 4 | Crédits non répartis | | | 24 717 604 | 4 |
| Provision relative aux rémunérations publiques..... | | | 24 717 604 | 4 | Provision relative aux rémunérations publiques..... | | | 24 717 604 | 4 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | 24 717 604 | 4 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | 24 717 604 | 4 |
| Culture | 4 803 129 | 4 803 129 | 45 747 797 | 0 | Culture | 4 803 129 | 4 803 129 | 45 747 797 | 0 |
| Patrimoines..... | | | 29 588 346 | 3 | Patrimoines..... | | | 29 588 346 | 3 |
| Transmission des savoirs et démocratisation de la culture..... | 4 803 129 | 4 803 129 | 16 159 451 | 7 | Transmission des savoirs et démocratisation de la culture..... | 4 803 129 | 4 803 129 | 16 159 451 | 7 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | 4 803 129 | 4 803 129 | | | <i>Dont titre 2.....</i> | 4 803 129 | 4 803 129 | | |
| Défense | 214 200 000 | 00 | 00 | 284 200 000 | | | | | |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | | | Proposition de la commission |
|---|------------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|---|--------------------|--------------------|--|-------------------------------|
| Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables..... | | | | | Service public de l'énergie | 70 537 554 | | | 66 080 68 5 |
| | | | | 7 000 000 35 138 53 | Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables..... | | | | 7 000 000 35 138 53 |
| | | | 29 437 803 | 1 | | | | | 1 |
| Économie | | | | | Économie | | | | |
| Développement des entreprises et régulations | | | | 19 018 59 | Développement des entreprises et régulations..... | | | | 19 018 59 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | | 2 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | | 2 |
| Statistiques et études économiques | | | | 16 817 418 | Statistiques et études économiques | 16 817 418 | | | 2 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | | 2 912 202 | <i>Dont titre 2.....</i> | 2 912 202 | | | 2 912 202 |
| Stratégie économique et fiscale..... | | | | 5 071 098 | Stratégie économique et fiscale..... | | | | 6 204 213 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | | 1 347 348 | <i>Dont titre 2.....</i> | 1 347 348 | | | 1 347 348 |
| | | | | 7 549 287 | Stratégie économique et fiscale..... | | | | 9 915 726 |
| | | | | 4 578 128 | <i>Dont titre 2.....</i> | 4 578 128 | | | 4 578 128 |
| | | | | 1 663 000 0 | Engagements financiers de l'État | 2 503 504 | 2 503 504 | | 1 663 000 0 |
| | | | | 00 | Engagements financiers de l'État | | | | 1 680 271 072 |
| | 2 503 504 | 2 503 504 | | 1 640 000 0 | Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)..... | | | | 1 640 000 0 |
| | | | | 00 | Épargne..... | | | | 000 |
| | | | | 23 000 000 | Dotation du Mécanisme européen de stabilité..... | | | | 23 000 000 |
| | | | | | Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque..... | 2 503 504 | 2 503 504 | | 0 |
| | | | | | Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque..... | | | | 17 271 072 |
| | | | | | Enseignement scolaire | | | | 2 |
| | | | | 125 870 89 | Enseignement scolaire public du premier degré..... | | | | 17 271 072 |
| | | | | 6 | <i>Dont titre 2.....</i> | 145 116 742 | 145 116 742 | | 2 |
| | | | | 159 052 8 | Enseignement scolaire public du premier degré | 16 260 990 | 16 260 990 | | 1 239 298 |
| | | | | 59 | <i>Dont titre 2.....</i> | 16 260 990 | 16 260 990 | | 1 239 298 |
| | | | | 16 260 990 | | | | | |
| | | | | 16 260 990 | | | | | |
| | | | | 1 239 298 | | | | | |
| | | | | 16 972 02 | | | | | |
| | | | | 6 | | | | | |
| | | | | 61 997 837 | | | | | |
| | | | | 61 997 837 | | | | | |
| | | | | 61 997 837 | | | | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Vie de l'élève..... | 44 560 532 | 44 560 532 | 76 640 163 | 76 640 163 | Enseignement scolaire public du second degré..... | 61 997 837 | 61 997 837 | 16 972 026 | 16 972 026 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>44 560 532</i> | <i>44 560 532</i> | | 3 | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>61 997 837</i> | <i>61 997 837</i> | | 6 |
| Enseignement privé du premier et du second degrés..... | 22 297 383 | 22 297 383 | 1 318 000 | 1 319 490 | Vie de l'élève..... | 44 560 532 | 44 560 532 | 76 640 163 | 76 640 163 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>22 297 383</i> | <i>22 297 383</i> | | | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>44 560 532</i> | <i>44 560 532</i> | | 3 |
| Soutien de la politique de l'éducation nationale..... | | | 13 986 107 | 47 164 49 | Enseignement privé du premier et du second degrés..... | 22 297 383 | 22 297 383 | 1 318 000 | 1 319 490 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>8 100 000</i> | <i>8 100 000</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>22 297 383</i> | <i>22 297 383</i> | | |
| Enseignement technique agricole..... | | | 15 715 302 | 15 717 38 | Soutien de la politique de l'éducation nationale..... | | | 13 986 107 | 47 164 49 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>8 679 932</i> | <i>8 679 932</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>8 100 000</i> | <i>8 100 000</i> |
| Gestion des finances publiques et des ressources humaines | | | 192 904 73 | 104 219 0 | Enseignement technique agricole..... | | | 15 715 302 | 15 717 38 |
| Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local..... | | | | 5 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>8 679 932</i> | <i>8 679 932</i> |
| | | | 138 467 01 | 41 091 04 | Gestion des finances publiques et des ressources humaines | | | 192 904 73 | 104 219 0 |
| | | | 8 | 8 | Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local..... | | | 5 | 84 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>16 423 073</i> | <i>16 423 073</i> | | | | | |
| Conduite et pilotage des politiques économiques et financières..... | | | 11 389 831 | 13 279 41 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>16 423 073</i> | <i>16 423 073</i> |
| Facilitation et sécurisation des échanges..... | | | 38 500 358 | 43 962 29 | Conduite et pilotage des politiques économiques et financières..... | | | 11 389 831 | 13 279 41 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>3 686 357</i> | <i>3 686 357</i> | Facilitation et sécurisation des échanges..... | | | 38 500 358 | 43 962 29 |
| Fonction publique..... | | | 4 547 528 | 5 886 322 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>3 686 357</i> | <i>3 686 357</i> |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 000</i> | <i>1 000</i> | Fonction publique..... | | | 4 547 528 | 5 886 322 |
| Immigration, asile et intégration | 129 322 223 | 126 230 302 | 46 784 405 | 46 915 12 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 000</i> | <i>1 000</i> |
| Immigration et asile..... | 129 322 223 | 126 230 302 | | 1 | Immigration, asile et intégration | 129 322 223 | 126 230 302 | 46 784 405 | 46 915 12 |
| Intégration et accès à la nationalité française..... | | | 46 784 405 | 46 915 12 | Immigration et asile..... | 129 322 223 | 126 230 302 | | 1 |
| | | | | 1 | | | | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | Proposition de la commission |
|--|------------------------|--------------------|---|--------------------|------------------------------|
| Investissements d'avenir | 120 300 000 | 135 300 000 | 168 300 000 | 165 300 000 | |
| Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche..... | | | 28 000 000 | | 46 915 121 |
| Valorisation de la recherche..... | 120 300 000 | 135 300 000 | | | 46 784 405 |
| Accélération de la modernisation des entreprises..... | | | 140 300 000 | 165 300 000 | 168 300 000 |
| | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | 114 971 895 | 118 731 046 | 165 300 000 |
| Justice | | | | | |
| Justice judiciaire | | | 33 803 092 | 1 | 28 480 181 |
| Administration pénitentiaire | | | 61 430 000 | 1 | 52 946 281 |
| Protection judiciaire de la jeunesse..... | | | 11 925 000 | 9 | 22 363 619 |
| Accès au droit et à la justice | | | 966 814 | 966 814 | 966 814 |
| Conduite et pilotage de la politique de la justice..... | | | 6 698 900 | 7 | 13 824 017 |
| Conseil supérieur de la magistrature..... | | | 148 089 | 150 134 | 148 089 |
| Médias, livre et industries culturelles | | | 6 206 526 | 6 278 233 | |
| Presse et médias | | | 1 270 302 | 1 270 302 | 1 270 302 |
| Livre et industries culturelles | | | 4 936 224 | 5 007 931 | 4 936 224 |
| | | | 151 154 779 | 176 070 709 | 151 154 779 |
| Outre-mer | | | | | 909 |
| Emploi outre-mer | | | 99 673 839 | 16 | 102 290 916 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>4 081 236</i> | <i>4 081 236</i> | <i>4 081 236</i> |
| Conditions de vie outre-mer | | | 51 480 940 | 3 | 73 779 793 |
| Recherche et enseignement supérieur | | | 297 561 387 | 322 390 323 | |
| Formations supérieures et recherche universitaire | | | 55 635 316 | 6 | 73 259 346 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 673 466</i> | <i>1 673 466</i> | <i>1 673 466</i> |
| Intégration et accès à la nationalité française..... | | | | | 46 915 121 |
| Investissements d'avenir | 120 300 000 | 135 300 000 | | | 168 300 000 |
| Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche | | | | | 46 784 405 |
| Valorisation de la recherche..... | 120 300 000 | 135 300 000 | | | 168 300 000 |
| Accélération de la modernisation des entreprises..... | | | 140 300 000 | 165 300 000 | 165 300 000 |
| | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | 114 971 895 | 118 731 046 | 165 300 000 |
| Justice | | | | | |
| Justice judiciaire..... | | | 33 803 092 | 1 | 28 480 181 |
| Administration pénitentiaire..... | | | 61 430 000 | 1 | 52 946 281 |
| Protection judiciaire de la jeunesse..... | | | 11 925 000 | 9 | 22 363 619 |
| Accès au droit et à la justice | | | 966 814 | 966 814 | 966 814 |
| Conduite et pilotage de la politique de la justice..... | | | 6 698 900 | 7 | 13 824 017 |
| Conseil supérieur de la magistrature..... | | | 148 089 | 150 134 | 148 089 |
| Médias, livre et industries culturelles | | | 6 206 526 | 6 278 233 | |
| Presse et médias | | | 1 270 302 | 1 270 302 | 1 270 302 |
| Livre et industries culturelles | | | 4 936 224 | 5 007 931 | 4 936 224 |
| | | | 151 154 779 | 176 070 709 | 151 154 779 |
| Outre-mer | | | | | 909 |
| Emploi outre-mer | | | 99 673 839 | 16 | 102 290 916 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>4 081 236</i> | <i>4 081 236</i> | <i>4 081 236</i> |
| Conditions de vie outre-mer | | | 51 480 940 | 3 | 73 779 793 |
| Recherche et enseignement supérieur | | | 297 561 387 | 322 390 323 | |
| Formations supérieures et recherche universitaire | | | 55 635 316 | 6 | 73 259 346 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 673 466</i> | <i>1 673 466</i> | <i>1 673 466</i> |

| Dispositions en vigueur | Texte du projet de loi | | Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture | | Proposition de la commission |
|--|------------------------|----------------------------------|--|-------------------|------------------------------|
| Vie étudiante..... | 34 882 465 | 34 924 02 1 | Formations supérieures et recherche universitaire..... | 73 259 34 | 6 |
| Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires..... | 103 575 81 7 | 106 522 0 47 | <i>Dont titre 2.....</i> | 55 635 316 | 1 673 466 |
| Recherche spatiale..... | 9 150 970 | 9 150 970 | Vie étudiante..... | 34 882 465 | 1 |
| Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables..... | 14 110 612 | 16 610 61 2 | Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires..... | 103 575 81 7 | 106 522 0 47 |
| Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle..... | 17 093 298 376 859 | 18 754 09 7 | Recherche spatiale..... | 9 150 970 | 9 150 970 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | 376 859 | Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables..... | 14 110 612 | 16 610 61 2 |
| Recherche duale (civile et militaire)..... | 54 991 516 | 54 991 51 6 | Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle..... | 17 093 298 | 18 754 09 7 |
| Recherche culturelle et culture scientifique..... | 1 909 906 | 1 886 605 | <i>Dont titre 2.....</i> | 376 859 | 376 859 |
| Enseignement supérieur et recherche agricoles..... | 6 211 487 1 259 190 | 6 291 109 1 259 190 | Recherche duale (civile et militaire)..... | 54 991 516 | 54 991 51 6 |
| Régimes sociaux et de retraite | 76 093 279 | 76 093 27 9 | Recherche culturelle et culture scientifique..... | 1 909 906 | 1 886 605 |
| Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres..... | 76 093 279 | 76 093 27 9 | Enseignement supérieur et recherche agricoles..... | 6 211 487 | 6 291 109 |
| Relations avec les collectivités territoriales | 91 736 154 | 43 883 82 7 | <i>Dont titre 2.....</i> | 1 259 190 | 76 093 27 9 |
| Concours spécifiques et administration..... | 91 736 154 | 43 883 82 7 | Régimes sociaux et de retraite | 76 093 279 | 76 093 27 |
| Remboursements et dégrèvements | 7 743 654 889 | 7 743 654 889 | Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres..... | 76 093 279 | 9 |
| | | 592 000 00 592 000 00 | Relations avec les collectivités territoriales | 91 736 154 | 43 883 82 7 |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|------------------|--|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)..... | 7 743 654 889 | 7 743 654 889 | | | Concours spécifiques et administration | | | 91 736 154 | 43 883 827 |
| Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)..... | | | 592 000 000 | 592 000 000 | Remboursements et dégrèvements | 7 743 654 889 | 7 743 654 889 | 592 000 000 | 592 000 000 |
| Santé | | | 74 000 000 | 0 | s et | | | | |
| Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins..... | | | 74 000 000 | 0 | dégrèvements | | | 0 | 00 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 442 239</i> | <i>1 442 239</i> | Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)..... | 7 743 654 889 | 7 743 654 889 | | |
| | | | | | Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)..... | | | 592 000 000 | 592 000 000 |
| Sécurité | 211 445 963 | 211 445 963 | 93 613 062 | 7 | Santé | | | 74 000 000 | 0 |
| Police nationale..... | 154 734 025 | 154 734 025 | 35 529 887 | 9 | Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins..... | | | 74 000 000 | 0 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>154 734 025</i> | <i>154 734 025</i> | | | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 442 239</i> | <i>1 442 239</i> |
| Gendarmerie nationale | 56 711 938 | 56 711 938 | 55 591 281 | 2 | Sécurité | 211 445 963 | 211 445 963 | 93 613 062 | 7 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | <i>56 711 938</i> | <i>56 711 938</i> | | | Police nationale..... | 154 734 025 | 154 734 025 | 35 529 887 | 15 037 999 |
| Sécurité et éducation routières | | | 1 283 449 | 1 250 581 | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>154 734 025</i> | <i>154 734 025</i> | | 9 |
| Sécurité civile | | | 1 208 445 | 1 208 445 | Gendarmerie nationale..... | 56 711 938 | 56 711 938 | 55 591 281 | 2 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 208 445</i> | <i>1 208 445</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | <i>56 711 938</i> | <i>56 711 938</i> | | |
| Solidarité, insertion et égalité des chances | 839 634 461 | 838 630 142 | 5 068 646 | 1 | Sécurité et éducation routières | | | 1 283 449 | 1 250 581 |
| Inclusion sociale et protection des personnes | 785 103 349 | 784 149 870 | 9 738 | 9 738 | Sécurité civile..... | | | 1 208 445 | 1 208 445 |
| <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>9 738</i> | <i>9 738</i> | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>1 208 445</i> | <i>1 208 445</i> |
| Handicap et dépendance | 54 531 112 | 54 480 272 | | | Solidarité, insertion et égalité des chances | 839 634 461 | 838 630 142 | 5 068 646 | 19 857 221 |
| Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative..... | | | | 19 847 483 | Inclusion sociale et protection des personnes | 785 103 349 | 784 149 870 | 9 738 | 9 738 |
| Sport, jeunesse et vie associative | 16 500 000 | 16 500 000 | 16 616 226 | 5 | <i>Dont titre 2.....</i> | | | <i>9 738</i> | <i>9 738</i> |
| | | | | | Handicap et dépendance..... | 54 531 112 | 54 480 272 | | |

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| Sport | | | 15 656 226 | 15 298 505 |
| Jeunesse et vie associative..... | 16 500 000 | 16 500 000 | | |
| Jeux olympiques et paralympiques 2024..... | | | 960 000 | 960 000 |
| Travail et emploi | | 117 306 668 | 151 318 200 | 117 106 668 |
| Accès et retour à l'emploi..... | | | 101 594 505 | 99 585 073 |
| Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi..... | | 117 306 668 | 33 408 399 | |
| Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail..... | | | 8 100 293 | 9 402 184 |
| Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail..... | | | 8 215 003 | 8 119 411 |
| <i> Dont titre 2.....</i> | | | <i>6 404 246</i> | <i>6 404 246</i> |
| Total..... | 10 209 023 849 | 10 521 680 435 | 6 191 687 999 | 4 923 514 587 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

Proposition de la commission

| | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative..... | | | | 19 847 483 |
| Sport, jeunesse et vie associative | 16 500 000 | 16 500 000 | 16 616 226 | 16 258 505 |
| Sport..... | | | | 15 298 505 |
| Jeunesse et vie associative..... | 16 500 000 | 16 500 000 | | |
| Jeux olympiques et paralympiques 2024..... | | | 960 000 | 960 000 |
| Travail et emploi | | 117 306 668 | 151 318 200 | 117 106 668 |
| Accès et retour à l'emploi..... | | | 101 594 505 | 99 585 073 |
| Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi..... | | 117 306 668 | 33 408 399 | |
| Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail..... | | | 8 100 293 | 9 402 184 |
| Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail..... | | | 8 215 003 | 8 119 411 |
| <i> Dont titre 2.....</i> | | | <i>6 404 246</i> | <i>6 404 246</i> |
| Total..... | 10 209 023 849 | 10 521 680 435 | 6 191 687 999 | 4 923 514 587 |

ÉTAT C

(ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 ANNULÉS;

~~PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS~~

ÉTAT C

(ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS ANNEXES

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

ANNEXES

BUDGETS ANNEXES

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Contrôle et exploitation aériens | | | 3 779 091 | 3 779 091 |
| Soutien aux prestations de l'aviation civile... | | | 3 779 091 | 3 779 091 |
| <i>Dont charges de personnel.....</i> | | | <i>3 779 091</i> | <i>3 779 091</i> |
| Publications officielles et information administrative | | | 23 834 371 | 13 729 371 |
| Édition et diffusion..... | | | 20 240 000 | 10 135 000 |
| Pilotage et ressources humaines..... | | | 3 594 371 | 3 594 371 |
| <i>Dont charges de personnel.....</i> | | | <i>472 342</i> | <i>472 342</i> |
| Total..... | | | 27 613 462 | 17 508 462 |

ÉTAT D

(ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS;

PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX

I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

BUDGETS ANNEXES

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Contrôle et exploitation aériens | | | 3 779 091 | 3 779 091 |
| Soutien aux prestations de l'aviation civile... | | | 3 779 091 | 3 779 091 |
| <i>Dont charges de personnel.....</i> | | | <i>3 779 091</i> | <i>3 779 091</i> |
| Publications officielles et information administrative | | | 23 834 371 | 13 729 371 |
| Édition et diffusion..... | | | 20 240 000 | 10 135 000 |
| Pilotage et ressources humaines..... | | | 3 594 371 | 3 594 371 |
| <i>Dont charges de personnel.....</i> | | | <i>472 342</i> | <i>472 342</i> |
| Total..... | | | 27 613 462 | 17 508 462 |

ÉTAT D

(ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX

I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Aides à l'acquisition de véhicules propres | 24 149 184 | 22 074 592 | | 4 925 408 |
| Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des particuliers | 2 074 592 | | | 4 925 408 |
| Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des personnes morales | 22 074 592 | 22 074 592 | | |
| Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 132 098 533 | 132 098 533 | 13 000 000 | 57 082 595 |
| Structures et dispositifs de sécurité routière | | | 13 000 000 | 57 082 595 |
| Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières | 89 194 222 | 89 194 222 | | |
| Désendettement de l'État | 42 904 311 | 42 904 311 | | |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| Aides à l'acquisition de véhicules propres | 24 149 184 | 22 074 592 | | 4 925 408 |
| Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des particuliers | 2 074 592 | | | 4 925 408 |
| Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des personnes morales..... | 22 074 592 | 22 074 592 | | |
| Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 132 098 533 | 132 098 533 | 13 000 000 | 57 082 595 |
| Structures et dispositifs de sécurité routière..... | | | 13 000 000 | 57 082 595 |
| Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières | 89 194 222 | 89 194 222 | | |
| Désendettement de l'État..... | 42 904 311 | 42 904 311 | | |

Proposition de la commission

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| Gestion du patrimoine immobilier de l'État | | | 93 000 000 | |
| Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État | | | 93 000 000 | 0 |
| Participation de la France au désendettement de la Grèce | | 306 490 000 | 300 790 000 | |
| Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs..... | | 306 490 000 | 300 790 000 | 0 |
| Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs | | 24 691 000 | 47 723 186 | |
| Exploitation des services nationaux de transport conventionnés | | 24 691 000 | 47 723 186 | 6 |
| Transition énergétique | | 575 837 921 | 576 852 971 | |
| Soutien à la transition énergétique..... | | 575 837 921 | 576 852 971 | 71 |
| Total..... | 156 247 717 | 154 173 125 | 920 018 921 | 1 080 374 160 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| Gestion du patrimoine immobilier de l'État | | | 93 000 000 | |
| Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État | | | 93 000 000 | 0 |
| Participation de la France au désendettement de la Grèce | | 306 490 000 | 300 790 000 | |
| Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs..... | | 306 490 000 | 300 790 000 | 0 |
| Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs | | 24 691 000 | 47 723 186 | |
| Exploitation des services nationaux de transport conventionnés | | 24 691 000 | 47 723 186 | 6 |
| Transition énergétique | | 575 837 921 | 576 852 971 | |
| Soutien à la transition énergétique..... | | 575 837 921 | 576 852 971 | 71 |
| Total..... | 156 247 717 | 154 173 125 | 920 018 921 | 1 080 374 160 |

Proposition de la commission

II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---------------------|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
|---------------------|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|

II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

| Mission / Programme | Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes | Crédits de paiement supplémentaires ouverts | Autorisations d'engagement annulées | Crédits de paiement annulés |
|---------------------|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|
|---------------------|---|---|-------------------------------------|-----------------------------|

Dispositions en vigueur

Texte du projet de loi

| | | | | |
|--|--------------------|--|------------------------|------------------------|
| Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | | | 468 728 89 7 | 468 728 8 97 |
| Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune..... | | | 468 728 89 7 | 468 728 8 97 |
| Prêts à des États étrangers | | | 245 350 00 | 455 010 0 |
| Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France..... | | | 0 | 00 |
| Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France..... | | | 245 350 00 0 | 245 350 0 00 |
| Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | 100 000 000 | | | |
| Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle..... | 100 000 000 | | | |
| Total..... | 100 000 000 | | 714 078 89 7 | 923 738 8 97 |

Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première lecture

| | | | | |
|--|--------------------|--|------------------------|------------------------|
| Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics | | | 468 728 89 7 | 468 728 8 97 |
| Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune..... | | | 468 728 89 7 | 468 728 8 97 |
| Prêts à des États étrangers | | | 245 350 00 | 455 010 0 |
| Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France..... | | | 0 | 00 |
| Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France..... | | | 245 350 00 0 | 245 350 0 00 |
| Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | 100 000 000 | | | |
| Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle..... | 100 000 000 | | | |
| Total..... | 100 000 000 | | 714 078 89 7 | 923 738 8 97 |

Proposition de la commission

**Dispositions en
vigueur**

Texte du projet de loi

- 97 -

**Texte provisoire de l'Assemblée nationale en première
lecture**

**Proposition de la
commission**